



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2020

Revue Internationale

Présentation de la Revue

**La pandémie Covid
et la période de décomposition du capitalisme**

**Toutes les pandémies du passé
étaient le produit de sociétés décadentes,
celle de Covid-19 ne fait pas exception**

La crise économique - Introduction

Rapport sur la crise économique

Rapport sur la lutte de classe

165

*3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois*

1 Présentation de la Revue

3 La pandémie Covid et la période de décomposition du capitalisme

Pandémie, décadence, décomposition

La pandémie et l'État

L'effet "boomerang" ressenti pendant la période de décomposition

8 Toutes les pandémies du passé étaient le produit de sociétés décadentes, celle de Covid-19 ne fait pas exception

De la peste de l'Empire romain au Covid-19

Les politiques sanitaires au service de l'exploitation capitaliste

Sida, SARS, Ebola,... Des signes du recul de la domination capitaliste sur la nature

Le recul considérable des politiques de prévention : reflet d'une société sans avenir

12 La crise économique - Introduction

14 Rapport sur la crise économique

La gravité de la crise

La crise de la phase "multilatérale" du capitalisme d'État

L'irruption brutale de la décomposition sociale sur le terrain économique

Comment va répondre la bourgeoisie ?

Le repli national

Les contre-tendances au repli national

Un cauchemar pour le prolétariat de tous les pays et notamment dans les pays centraux

Une paupérisation à grande vitesse

23 Rapport sur la lutte de classe

I. Le rapport de force entre les classes immédiatement avant la pandémie

II. L'impact de la pandémie sur la lutte de classe

III. Les obstacles à la capacité de la classe ouvrière à développer sa riposte

Présentation de la Revue

Le CCI analyse la crise sociale qui résulte de la pandémie de Covid 19 comme étant la plus importante de l'histoire mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est la raison pour laquelle il incombe à notre organisation de se mobiliser afin d'en appréhender au mieux les aspects essentiels et, notamment, prendre en compte la formidable accélération de la décomposition de la société qui est en train de se produire. Ce fut fait à travers la réalisation, au mois de juillet 2020, de trois rapports mis en discussion dans tout le CCI et traitant respectivement de la pandémie en tant que phénomène de la décomposition du capitalisme, et des implications de celle-ci sur le cours de la crise économique et sur la lutte de classe¹.

Par décomposition de la société capitaliste, nous n'entendons pas seulement le fait que la période actuelle concentre des éléments de décomposition qui affectent profondément la société : dislocation du corps social, pourrissement de ses structures économiques, politiques et idéologiques, etc. Au-delà de l'aspect strictement quantitatif, le phénomène de décomposition sociale a atteint depuis longtemps déjà une telle profondeur et une telle extension qu'il a signé l'entrée du capitalisme décadent dans la phase ultime de son histoire, celle où la décomposition devient un facteur, sinon le facteur, décisif de l'évolution de la société, comme le mettent en évidence et l'expliquent nos Thèses sur la décomposition du capitalisme. L'effondrement du bloc de l'Est en 1989, lui-même produit de cette décomposition, en avait constitué un facteur considérable d'aggravation.

Aujourd'hui, l'onde choc mondiale de la crise Corona virus constitue à son tour une nouvelle étape de l'enfoncement du capitalisme dans sa phase de décomposition. C'est ce que met en évidence le rapport **"La pandémie et la période de décomposition du capitalisme"**, dont nous voulons souligner les aspects suivants :

- la bourgeoisie a montré son incapacité à faire face à l'irruption de la pandémie, notamment à ses dimensions sociales et sanitaires résultant de l'ag-

- gravation de la crise économique sans issue qui a débuté en 1967, avec son lot de mesures d'austérité affectant de plus en plus durement la société. Une illustration de cette impuissance de la bourgeoisie, et pas des moindres, est constituée par les 1,8 millions de personnes dans le monde à la fin 2020 qui sont mortes suite à leur infection par le virus ;

- la production et l'activité économique ont été lourdement affectées par les mesures de confinement et la mise au ralenti de l'économie, aggravant sévèrement la crise économique qui était déjà en développement ;

- c'est la destruction accélérée de l'environnement - résultant de la persistance de la crise capitaliste chronique de surproduction - qui est à l'origine en Chine de la pandémie, où se sont trouvées réunies des conditions "favorables" à propagation du virus : les déforestation, l'extension incontrôlée de l'habitat humain permettant la transmission de ce virus à l'homme ; l'existence de marchés où sont vendus de la viande et des animaux sans contrôle vétérinaire ;

- les différentes fractions nationales de la bourgeoisie n'ont pas pu éviter de se laisser submerger par les rivalités entre États qui ont, de ce fait, affaibli considérablement leur capacité de réaction face à la pandémie, faisant de celle-ci un fiasco mondial ;

- l'ineptie de la réponse de la classe dominante à la crise sanitaire a révélé la tendance croissante à la perte de contrôle politique de la bourgeoisie et de son État sur la société au sein de chaque nation ;

- le déclin de la compétence politique et sociale de la classe dominante et de son État s'est accompagné, de façon frappante, d'une putréfaction idéologique : les dirigeants des nations capitalistes les plus puissantes débitant des mensonges ridicules et des absurdités superstitieuses pour justifier leur inaptitude, alors que l'on a vu l'essor de théories qui, pour certaines, allaient jusqu'à dénier l'existence du virus Covid 19.

En complément de ce rapport nous publions **un article mettant en évidence que, comme l'indique son titre, "Toutes les pandémies du passé étaient le produit de sociétés décadentes, celle de Covid-19 ne fait pas exception"**. La pandémie de COVID-19 est le résultat d'une incapacité croissante de la bourgeoisie à prendre en charge une question qu'elle avait elle-même érigée en principe lors de la création de l'OMS en 1947 : hisser toutes les populations au niveau de santé le plus élevé possible. La cause en est que, dans la phase ultime de sa décadence, celle de sa décomposition, le capitalisme est de plus en plus prisonnier d'une vision à court terme qui le conduit à perdre progressivement la maîtrise des outils de régulation qui, jusque-là, avaient permis de limiter les dégâts causés par la concurrence effrénée que tous les acteurs du monde capitaliste se mènent les uns envers les autres. Dans ce contexte, il est tout à fait envisageable qu'une série de pandémies ou d'autres catastrophes précipitent la chute du capitalisme. Mais si cela devait advenir sans que le prolétariat soit en mesure de réagir et d'imposer sa propre force, alors c'est l'humanité tout entière qui sera entraînée dans cette chute dans l'abîme.

Un second rapport, dédié aux implications de la pandémie sur le plan économique, est également publié. Il vise à répondre aux questions suivantes : Quelle est la portée historique de l'actuelle crise économique en développement, laquelle sera la plus grave de la période de décadence, y

1. Depuis que ces rapports ont été rédigés, la possibilité d'une seconde vague de la pandémie que certains envisageaient est devenue une réalité, en particulier dans les pays centraux du capitalisme.

inclus la crise mondiale qui débuta 1929 ? Quelles sont les implications du fait que les effets de la décomposition de la société vont avoir un poids très important sur l'évolution de cette nouvelle phase de la crise économique ouverte ?

Un dernier rapport traite des implications de la pandémie sur la lutte de la classe ouvrière. À travers celui-ci, nous cherchons à cerner l'impact de la pandémie sur la conscience et la combativité de la classe ouvrière.

L'irruption de la pandémie et l'étape qu'elle représente dans l'enfoncement de la décomposition renforcent l'âpreté de la course de vitesse engagée entre, d'une part, le développement de la lutte de classe et la capacité de celle-ci de dégager la perspective révolutionnaire du prolétariat et, d'autre part, cette nouvelle avancée de la décomposition qui sape toujours d'avantage les conditions historiques pour l'édification d'une société communiste.

La pandémie est intervenue dans un contexte où la lutte de classe en France et internationalement avait témoigné d'un changement d'état d'esprit au sein de la classe ouvrière marqué par la colère, le mécontentement, mais aussi une volonté de riposter aux attaques de la bourgeoisie et un début de réflexion au sein de prolétariat sur l'absence de perspective dans le capitalisme. Mais la pandémie est venue porter un coup d'arrêt à ce processus que venait d'amorcer la classe ouvrière. La violence des attaques (baisse drastique des salaires, hausse du chômage de masse, avec la décimation des sec-

teurs industriels entiers et le chantage à l'emploi) va avoir pour conséquence probable de différer, dans un premier temps, la riposte de la classe ouvrière à cette situation. Néanmoins, lorsqu'elle se produira, celle-ci pourra alors bénéficier - au niveau de la conscience - de certaines conséquences de la crise sociale, vu que la bourgeoisie n'a pas pu empêcher que le capitalisme apparaisse, dans certaines parties de la classe ouvrière, comme étant responsable des effets de la pandémie :

- Des décennies d'attaques et de mesures d'austérité sont responsables du démantèlement du secteur hospitalier, contribuant ainsi à l'ampleur de la crise sanitaire ; c'est la première fois que des milliers d'employés du secteur médical meurent à cause d'une telle pandémie - en grande partie par manque de matériel de protection ;

- Les États démocratiques aussi bien que ceux états dirigés par des populistes ont tous fait preuve du même mépris de la vie humaine ;

- Les démocrates et les libéraux ont répandu les mêmes mensonges et fait preuve des mêmes incuries que les populistes ;

- En dépit des efforts pour masquer que la récession est le fruit de la crise historique de son système, la bourgeoisie n'est cependant pas parvenue à en gommer complètement l'origine, alors que celle-ci avait commencé à se manifester avant la pandémie.

Par contre, le développement de la lutte de classe trouve déjà et va trouver de plus en plus sur son chemin bon nombre d'obstacles résultant di-

rectement de la décomposition accélérée du système capitaliste, comme les révoltes populaires interclassistes sans perspectives, le développement de mouvements qui se situent directement sur le terrain de la défense de la démocratie en réaction aux expressions du racisme ou aux violences policières. En fait, toute dynamique sociale qui ne se situe pas sur un terrain de classe, aura nécessairement un impact négatif sur le développement de la lutte de classe.

C'est un véritable défi auquel les organisations révolutionnaires doivent faire face aujourd'hui, alors que la société est entraînée dans une dynamique de dislocation de tout le corps social. Cela signifie pour la classe ouvrière, très affaiblie au plan de sa conscience mais n'ayant pas subi de défaite décisive, qu'elle va devoir livrer le combat pour le renversement du capitalisme dans des conditions très difficiles et inédites. Dans celui-ci elle doit pouvoir compter sur la capacité des minorités révolutionnaires en son sein pour éclairer les conditions et les moyens de ce combat. Ce qui suppose que les révolutionnaires soient à même de prendre en charge l'indispensable effort théorique afin d'actualiser leurs analyses politiques et de les confronter à la réalité.

Le 24 12 2020

La pandémie Covid et la période de décomposition du capitalisme

(Juillet 2020)

La catastrophe continue et s'aggrave : officiellement, on compte à ce jour 36 millions de personnes infectées et plus d'un demi-million de décès dans le monde. Après avoir imprudemment reporté les mesures préventives contre la propagation du virus, puis imposé un arrêt brutal de vastes secteurs de l'économie, les différentes factions de la bourgeoisie mondiale ont ensuite parié sur une reprise économique, aux dépens d'un nombre encore plus important de victimes, en "libérant" la société des mesures de confinement alors que la pandémie ne s'était que temporairement atténuée dans certains pays. À l'approche de l'hiver, il est clair que le pari n'a pas porté ses fruits, ce qui laisse présager une détérioration, du moins à moyen terme, tant sur le plan économique que médical. Le fardeau de cette catastrophe est tombé sur les épaules de la classe ouvrière internationale.

Jusqu'à présent, une des difficultés pour reconnaître que le capitalisme est entré dans la phase finale de son déclin historique - celle de la décomposition sociale - est que l'époque actuelle, ouverte définitivement par l'effondrement du bloc de l'Est en 1989, est apparue de façon superficielle comme une prolifération de symptômes sans interconnexion apparente, contrairement aux périodes précédentes de la décadence du capitalisme qui étaient définies et dominées par des repères aussi évidents que la guerre mondiale ou la révolution prolétarienne.¹ Mais maintenant en 2020, la pandémie de Covid, la crise la plus importante de l'histoire mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, est devenue un emblème incontestable de toute cette période de décomposition en rassemblant une série de facteurs de chaos qui expriment la putréfaction généralisée du système capitaliste. Il s'agit notamment de :

- la prolongation de la crise économique à long terme qui a débuté en 1967², et l'accumulation et l'intensifi-

cation des mesures d'austérité qui en ont résulté, ont précipité une réponse inadéquate et chaotique de la bourgeoisie à la pandémie, ce qui a obligé la classe dirigeante à aggraver massivement la crise économique en interrompant la production pendant une période significative ;

- les origines de la pandémie résident clairement dans la destruction accélérée de l'environnement créée par la persistance de la crise capitaliste chronique de surproduction ;

- la rivalité désorganisée des puissances impérialistes, notamment parmi les anciens alliés, a transformé la réaction de la bourgeoisie mondiale à la pandémie en un fiasco mondial ;

- l'ineptie de la réponse de la classe dominante à la crise sanitaire a révélé la tendance croissante à la perte de contrôle politique de la bourgeoisie et de son État sur la société au sein de chaque nation ;

- le déclin de la compétence politique et sociale de la classe dominante et de son État s'est accompagné de façon étonnante d'une putréfaction idéologique : les dirigeants des nations capitalistes les plus puissantes débitent des mensonges ridicules et des absurdités superstitieuses pour justifier leur inaptitude.

Covid-19 a ainsi rassemblé de manière plus claire qu'auparavant les

principaux pans de la vie de la société capitaliste impactés par la décomposition : économique, impérialiste, politique, idéologique et social.

La situation actuelle a également dissipé l'importance d'un certain nombre de phénomènes qui étaient censés contredire l'analyse selon laquelle le capitalisme était entré dans une phase terminale de chaos et d'effondrement social. Ces phénomènes, selon nos critiques, auraient prouvé que notre analyse devait être "remise en question" ou simplement ignorée. En particulier, il y a quelques années, les taux de croissance stupéfiants de l'économie chinoise ont semblé, aux yeux de nos commentateurs critiques, réfuter l'idée qu'il y avait une période de décomposition et même de décadence. Ces observateurs avaient en réalité été piégés par le "parfum de modernité" émis par la croissance industrielle chinoise. Aujourd'hui, à la suite de la pandémie de Covid, non seulement l'économie chinoise a stagné, mais elle a révélé un retard chronique qui dégage l'odeur moins agréable du sous-développement et de la décadence.

La perspective dégagée par le CCI en 1989, selon laquelle le capitalisme mondial était entré dans une phase finale de désagrégation de l'intérieur, basée sur la méthode marxiste d'analyse des tendances mondiales et à long terme sous-jacentes, au lieu de courir après des nouveautés temporaires ou de s'en tenir à des formules dépassées, a été confirmée de façon frappante.

La catastrophe sanitaire actuelle révèle avant tout une perte de contrôle croissante de la classe capitaliste sur son système et sa perte de perspective croissante pour la société humaine dans son ensemble. La perte croissante de maîtrise des moyens que la bourgeoisie a jusqu'ici développés pour contraindre et canaliser les effets du déclin historique de son mode de

1. Ce problème de perception a été noté par le Rapport sur la décomposition du 22e Congrès du CCI en 2017, *Revue internationale* n°163.

2. Cette crise économique de longue durée, qui s'est étendue sur plus de cinq décennies, est apparue à la fin des années 1960, après deux décennies de prospérité d'après-guerre dans les pays avancés.

production est devenue plus tangible.

De plus, la situation actuelle révèle à quel point la classe capitaliste est non seulement moins capable d'empêcher le développement d'un chaos social croissant, mais elle aggrave aussi de plus en plus la décomposition même, alors qu'auparavant elle la contrôlait.

Pandémie, décadence, décomposition

Afin de mieux comprendre pourquoi la pandémie de Covid est symbolique de la période de décomposition du capitalisme, nous devons examiner pourquoi elle n'a pas pu se produire dans les époques précédentes comme c'est le cas aujourd'hui.

Les pandémies ont bien sûr été connues dans des formations sociales antérieures et ont eu un effet dévastateur et accélérateur sur le déclin des sociétés de classe précédentes, comme la peste de Justinien à la fin de l'ancienne société esclavagiste ou la peste noire à la fin du servage féodal. Mais la décadence féodale n'a pas connu de période de décomposition car un nouveau mode de production (le capitalisme) prenait déjà forme au sein et aux côtés de l'ancien. Les ravages de la peste ont même accéléré le développement de la classe bourgeoise.

La décadence du capitalisme, le système d'exploitation du travail le plus dynamique de l'histoire, enveloppe nécessairement l'ensemble de la société et empêche toute nouvelle forme de production d'émerger en son sein. C'est pourquoi, en l'absence d'un chemin vers la guerre mondiale et de la réémergence de l'alternative prolétarienne, le capitalisme est entré dans une période "d'ultra-décadence", comme le disent les "Thèses du CCI sur la décomposition"³. Ainsi, la pandémie actuelle ne cédera pas la place à une quelconque régénération des forces productives de l'humanité au sein de la société existante, mais nous oblige au contraire à entrevoir l'inéluctabilité de l'effondrement de la société humaine dans son ensemble si le capitalisme mondial n'est pas renversé dans sa totalité. Le recours aux méthodes médiévales de quarantaine en réponse à Covid, alors que le capitalisme a développé les moyens scien-

tifiques, technologiques et sociaux pour comprendre, prévenir et contenir l'éruption des fléaux (mais est incapable de les déployer), témoigne de l'impasse dans laquelle se trouve une société qui "pourrit sur pied" et qui est de plus en plus incapable d'utiliser les forces productives qu'elle a mises en mouvement.

L'histoire de l'impact social des maladies infectieuses dans la vie du capitalisme nous donne un autre aperçu de la distinction à faire entre la décadence d'un système, ouverte en 1914, et la phase spécifique de décomposition au sein de cette période de déclin. L'ascension du capitalisme et même l'histoire de la plus grande partie de sa décadence montrent en fait une maîtrise croissante de la science médicale et de la santé publique sur les maladies infectieuses, en particulier dans les pays avancés. La promotion de l'hygiène publique et de l'assainissement, la conquête de vaccins contre la variole et la polio et le recul du paludisme par exemple, témoignent de ces progrès. Finalement, après la Seconde Guerre mondiale, les maladies non transmissibles sont devenues les principales causes de décès prématurés dans les pays du centre du capitalisme. Il ne faut pas imaginer que cette amélioration du pouvoir de l'épidémiologie ait été une conséquence des préoccupations humanitaires que la bourgeoisie revendiquait alors. L'objectif primordial était de créer un environnement stable pour l'intensification de l'exploitation exigée par la crise permanente du capitalisme et surtout pour la préparation et la mobilisation ultime des populations pour les intérêts militaires des blocs impérialistes.

À partir des années 1980, la tendance positive de la lutte contre les maladies infectieuses a commencé à s'inverser. De nouveaux agents pathogènes ou des agents en évolution ont commencé à apparaître, tels que le VIH, Zika, Ebola, SRAS, MERS, Nipah, la grippe aviaire (H5N1), la dengue, etc. Les maladies vaincues sont devenues plus résistantes aux médicaments. Ce développement, en particulier des virus zoonotiques, est lié à la croissance et à la concentration urbaines incontrôlées dans les régions périphériques du capitalisme - en particulier à travers la prolifération de bidonvilles surpeuplés qui représentent

40 % de cette croissance -, à la déforestation et au changement climatique naissant. Si l'épidémiologie a pu comprendre et suivre ces virus, la mise en œuvre de mesures adaptées par l'État n'a pas permis de suivre le rythme de la menace. La réponse insuffisante et chaotique des bourgeoisies à Covid-19 est une confirmation frappante de la négligence croissante de l'État capitaliste face à la résurgence des maladies infectieuses et de la santé publique, et donc du mépris de l'importance de la protection sociale au niveau le plus élémentaire. Ce développement de l'incompétence sociale croissante de l'État bourgeois est lié à des décennies de réduction du "salaire social", en particulier des services de santé. Mais le mépris croissant pour la santé publique ne peut s'expliquer pleinement que dans le cadre de la phase de décomposition qui favorise les réactions irresponsables et à court terme d'une grande partie de la classe dirigeante.

Les conclusions à tirer de ce retournement dans la progression de la lutte contre les maladies infectieuses au cours des dernières décennies sont incontournables : il s'agit d'une illustration du passage du capitalisme décadent à une dernière phase de son agonie : la décomposition de celui-ci.

Bien entendu, l'aggravation de la crise économique permanente du capitalisme est la cause profonde de cette transition, crise commune à toutes les périodes de sa décadence. Mais c'est la gestion - ou plutôt la mauvaise gestion croissante - des effets de cette crise qui a changé et qui est un élément clé des catastrophes présentes et futures qui caractérisent la période spécifique de décomposition.

Les explications qui ne tiennent pas compte de cette transformation, comme celles de la Tendance communiste internationale (TCI) par exemple, se retrouvent avec le truisme selon lequel le profit est responsable de la pandémie. Pour eux, les circonstances spécifiques, le moment et l'ampleur de la calamité restent un mystère.

La réaction de la bourgeoisie à la pandémie ne peut pas non plus s'expliquer par un retour au schéma de la période de la guerre froide, comme si les puissances impérialistes avaient "militarisé" le virus Covid à des fins militaires impérialistes et que les quarantaines de masse constituaient une

3. *Revue internationale* n° 107, 4^e trimestre 2001.

mobilisation de la population à cet égard. Cette explication oublie que les principales puissances impérialistes ne sont plus organisées en blocs impérialistes rivaux et qu'elles n'ont pas les mains libres pour mobiliser la population derrière leurs objectifs de guerre. Ce point est au cœur de l'impasse entre les deux classes déterminantes de la perspective historique de la société qui est la cause fondamentale de l'entrée dans cette phase de décomposition.

D'une manière générale, ce ne sont pas les virus mais les vaccins qui profitent aux ambitions militaires des blocs impérialistes⁴. La bourgeoisie a tiré les leçons de la grippe espagnole de 1918 à cet égard. Les infections incontrôlées constituent un handicap massif pour l'armée, comme l'a montré la démobilisation de plusieurs porte-avions américains et d'un porte-avions français par Covid-19. En revanche, le maintien d'un contrôle strict des agents pathogènes mortels a toujours été une condition de la capacité de guerre biologique de toute puissance impérialiste.

Cela ne veut pas dire que les puissances impérialistes n'ont pas utilisé la crise sanitaire pour faire avancer leurs intérêts aux dépens de leurs rivaux. Mais ces efforts ont dans l'ensemble révélé que le vide laissé par les États-Unis en matière de *leadership* impérialiste mondial s'accroît, sans qu'aucune autre puissance, y compris la Chine, ne puisse assumer ce rôle ou ne soit capable de créer un pôle d'attraction alternatif. Le chaos au niveau des conflits impérialistes a été confirmé par la catastrophe de Covid.

Le confinement de masse décrété par les États impérialistes s'accompagne certes aujourd'hui de la présence accrue de la militarisation dans la vie quotidienne et de son utilisation pour lancer des exhortations guerrières. Mais l'immobilisation forcée de la population est motivée dans une large mesure par la crainte ressentie par l'État face à la menace de désordre social à une époque où la classe ouvrière, bien que tranquille, reste invaincue.

4. Les propriétés antibiotiques de la pénicilline ont été découvertes en 1928. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le médicament a été produit en masse par les États-Unis et 2,3 millions de doses ont été préparées pour le débarquement du jour J en juin 1944.

La tendance fondamentale à l'auto-destruction qui est la caractéristique commune à toutes les périodes de décadence capitaliste a changé de forme dominante dans la période de décomposition, passant de la guerre mondiale à un chaos mondial qui ne fait qu'accroître la menace du capitalisme pour la société et l'humanité dans son ensemble.

La pandémie et l'État

La perte de contrôle de la bourgeoisie qui a caractérisé la pandémie est amortie par l'instrument de l'État. Que révèle cette calamité sur le capitalisme d'État dans la période de décomposition ?

Pour aider à comprendre cette question, nous rappellerons cette observation de la brochure du CCI "La décadence du capitalisme" sur le "renversement des superstructures" selon laquelle la croissance du rôle de l'État dans la société est une caractéristique de la décadence de tous les modes de production. Le développement du capitalisme d'État est l'expression extrême de ce phénomène historique général.

Comme l'a souligné la GCF dans son organe de presse *Internationale*⁵ en 1952, le capitalisme d'État n'est pas une solution aux contradictions du capitalisme, même s'il peut en retarder les effets, mais en est l'expression. La capacité de l'État à maintenir la cohésion d'une société en déclin, aussi envahissante soit-elle, est donc destinée à s'affaiblir avec le temps et à devenir finalement un facteur aggravant des contradictions mêmes qu'il tente de contenir. La décomposition du capitalisme est la période au cours de laquelle une perte de contrôle croissante de la classe dominante et de son État devient la tendance dominante de l'évolution sociale, que Covid révèle de façon si dramatique.

Cependant, il serait erroné d'imaginer que cette perte de contrôle se développe de manière uniforme à tous les niveaux de l'action de l'État, ou qu'elle touche toutes les nations de la même manière ou qu'il s'agit simplement d'un phénomène à court terme.

5. Gauche communiste de France, précurseur du CCI.

Au niveau international

Avec l'effondrement du bloc de l'Est et l'inanité des structures du bloc de l'Ouest qui en résulte, les structures miliaries comme l'OTAN ont eu tendance à perdre leur cohésion comme l'a montré l'expérience des guerres des Balkans et du Golfe. La dislocation au niveau militaire et stratégique a inévitablement été accompagnée par la perte de pouvoir - à des rythmes différents - de toutes les agences interétatiques qui ont été créées sous l'égide de l'impérialisme américain après la Seconde Guerre mondiale, telles que l'Organisation mondiale de la santé et l'UNESCO au niveau social, l'UE (en continuité avec sa forme antérieure, la CEE), la Banque mondiale, le FMI, l'Organisation mondiale du commerce au niveau économique. Ces organismes ont été conçus pour maintenir la stabilité et la "puissance douce mais ferme" du bloc occidental sous la houlette des États-Unis.

Le processus de dislocation et d'affaiblissement de ces organisations interétatiques s'est particulièrement intensifié avec l'élection du président américain Trump en 2016.

L'impuissance relative de l'OMS pendant la pandémie est éloquent à cet égard et elle est liée au fait que chaque État joue sa propre carte de manière chaotique avec les résultats mortifères que nous connaissons. La "guerre des masques" et maintenant la guerre des vaccins, la volonté affichée des États-Unis de se retirer de l'OMS, la tentative de la Chine de manipuler cette institution à son profit, n'ont guère besoin d'être commentées.

L'impuissance des organes interétatiques et le chacun pour soi qui en résulte parmi les États nations concurrents a contribué à transformer la menace pathogène en une catastrophe mondiale.

Cependant, au niveau de l'économie mondiale - malgré l'accélération de la guerre commerciale et les tendances à la régionalisation - les bourgeoisies ont encore réussi à coordonner des mesures essentielles, comme l'action de la Banque fédérale de réserve pour préserver la liquidité en dollars dans le monde entier en mars, au début de la contraction économique. L'Allemagne, après un premier temps de réticence, a décidé d'essayer de coordonner

ner avec la France un plan de sauvetage économique pour l'ensemble de l'Union européenne.

Néanmoins, si la bourgeoisie internationale est encore capable d'empêcher un effondrement complet de parties importantes de l'économie mondiale, elle n'a pas pu éviter les énormes dégâts à long terme causés à la croissance économique et au commerce mondial par l'arrêt de l'activité économique rendu nécessaire par la réponse tardive, hétérogène et parfois contradictoire à Covid-19. En comparaison avec la réponse du G7 au crash financier de 2008, la situation actuelle montre l'usure à long terme de la capacité de la bourgeoisie à coordonner les actions pour ralentir la crise économique.

Bien sûr, la tendance au "chacun pour soi" a toujours été une caractéristique de la nature compétitive du capitalisme et de sa division en États-nations. C'est plutôt l'absence de discipline de bloc impérialiste et de perspective qui a stimulé la résurgence de cette tendance dans une période d'impasse et de déclin économique. Alors qu'auparavant, un certain degré de coopération internationale était maintenu, Covid-19 révèle son absence croissante.

Au niveau national

Dans les Thèses sur la décomposition, dans le point 10, nous avons noté que la disparition de la perspective d'une guerre mondiale exacerbe les rivalités entre les cliques au sein de chaque État-nation ainsi qu'entre les États eux-mêmes. La dislocation et l'impréparation face à Covid-19 au niveau international se sont répercutées, à un degré plus ou moins important, dans chaque État-nation, en particulier au niveau exécutif :

*"Une caractéristique majeure de la décomposition de la société capitaliste que nous devons souligner est la difficulté croissante de contrôler l'évolution de la situation politique."*⁶

C'est un facteur essentiel de l'effondrement du bloc de l'Est, aggravé par la nature aberrante du régime stalinien (un État à parti unique qui définit lui-même la classe dirigeante). Mais les causes profondes des conflits au sein des pouvoirs exécutifs de toute la

bourgeoisie - crise économique chronique, perte de perspective stratégique et fiascos de politique étrangère, désaffection de la population - frappent maintenant les États capitalistes avancés, ce qui n'apparaît nulle part plus clairement dans la crise actuelle que dans les grands pays où des gouvernements populistes ou influencés par le populisme, en particulier ceux dirigés par Donald Trump et Boris Johnson, sont arrivés au pouvoir. Les conflits dans ces grands États se répercutent inévitablement sur les autres États qui ont, pour l'instant, suivi une politique plus rationnelle.

Précédemment, ces deux pays étaient des symboles de la stabilité relative et de la force du capitalisme mondial ; aujourd'hui, la triste performance de leurs bourgeoisies montre qu'ils sont plutôt devenus des phares de l'irrationalité et du désordre.

L'administration américaine et le gouvernement britannique, guidés par des fanfaronnades nationalistes, ont volontairement ignoré et retardé leurs réactions à la calamité de Covid et ont même encouragé le manque de respect de la population envers ce danger ; ils ont sapé les conseils des autorités scientifiques et ouvrent maintenant l'économie alors que le virus fait toujours rage. Les deux gouvernements ont mis au rebut les groupes de travail sur la pandémie à la veille de la crise de Covid.

Ces deux gouvernements, de différentes manières, vandalisent délibérément les procédures établies de l'État démocratique et créent la discorde entre les différents départements de l'État, comme l'abrogation du protocole militaire par Trump dans sa réponse aux protestations de Black Lives Matter et les manipulations frauduleuses du système judiciaire, ou la remise en cause actuelle de toute la structure de la fonction publique par Johnson.

Il est vrai que, dans une période de chacun pour soi, chaque État-nation a inévitablement suivi sa propre voie. Cependant, les États qui ont fait preuve de plus d'intelligence que les autres sont également confrontés à des divisions croissantes et à une perte de contrôle.

Le populisme prouve l'idée des Thèses sur la décomposition selon laquelle le capitalisme sénile revient à une "seconde enfance". L'idéologie

du populisme prétend que le système peut revenir à une période de jeunesse du dynamisme capitaliste et à moins de bureaucratie, simplement par des phrases démagogiques et des initiatives perturbatrices. Mais en réalité, le capitalisme décadent dans sa phase de décomposition épuise tous les palliatifs.

Alors que le populisme fait appel aux illusions xénophobes et petites-bourgeoises d'une population mécontente qui est temporairement désorientée par l'absence de résurgence prolétarienne, il ressort clairement de la crise sanitaire actuelle que le programme - ou l'anti-programme - du populisme s'est développé au sein de la bourgeoisie et de l'État lui-même, et n'est pas le résultat du prétendu dérèglement psychologique des populations en général.

Ce n'est pas par hasard que les États-Unis et le Royaume-Uni, parmi les pays les plus développés, ont connu les taux de mortalité les plus élevés au cours de la pandémie.

Cependant, il convient de rappeler que les instances économiques de l'État dans la majorité des pays développés sont en revanche restées stables et ont pris des mesures d'urgence rapides pour éviter que leurs économies ne tombent en chute libre et pour retarder l'effet du chômage de masse sur la population.

En effet, grâce aux actions des banques centrales, nous voyons l'État accroître fortement son rôle dans l'économie. Par exemple : *"Morgan Stanley [la banque d'investissement] note que les banques centrales des pays du G4 - États-Unis, Japon, Europe et Royaume-Uni - augmenteront collectivement leurs bilans de 28 % de la production intérieure brute au cours de ce cycle. Le chiffre équivalent lors de la crise financière de 2008 était de 7 %"*. (Financial Times du 27 juin 2020.)

Cependant, la perspective de développement du capitalisme d'État, à la base, est un signe que s'affaiblit la capacité de l'État à contenir la crise et à atténuer les effets de la décomposition du capitalisme.

Le poids croissant de l'intervention de l'État dans tous les aspects de la vie sociale dans son ensemble n'est pas une solution à la décomposition croissante de celle-ci.

6. Thèses sur la décomposition, Point 9,

Il ne faut pas oublier qu'il existe une forte résistance, au sein de ces États et de la part des libéraux ou socio-démocrates ou de fractions importantes de ceux-ci, au vandalisme du populisme. Dans ces pays, ce secteur de la bourgeoisie d'État constitue une vive opposition, notamment par le biais des médias, qui, outre le fait de ridiculiser les bouffonneries populistes, peut faire espérer à la population un retour à l'ordre démocratique et à la rationalité, même s'il n'existe pas aujourd'hui de réelle capacité à fermer la boîte de Pandore populiste.

Et nous pouvons être sûrs que la bourgeoisie de ces pays n'a nullement oublié le prolétariat et que, le moment venu, elle pourra déployer contre lui toutes ses agences spécialisées.

L'effet "boomerang" ressenti pendant la période de décomposition

Le rapport sur la décomposition de 2017 souligne le fait que dans les premières décennies suivant l'émergence de la crise économique à la fin des

années 60, les pays les plus riches ont repoussé les effets de la crise vers les pays à la périphérie du système, tandis que dans la période de décomposition, la tendance tend à se renverser ou à revenir au cœur du capitalisme, vers ses centres vitaux - comme la propagation du terrorisme, l'afflux massif de réfugiés et de migrants, le chômage de masse, la destruction de l'environnement et maintenant les épidémies mortelles en Europe et en Amérique. La situation actuelle, où le pays capitaliste le plus fort du monde a le plus souffert de la pandémie, confirme cette tendance.

Le rapport a également fait remarquer de manière perspicace que : "... nous avons considéré que [la décomposition] n'avait pas d'impact réel sur l'évolution de la crise du capitalisme. Si la montée actuelle du populisme devait conduire à la montée en puissance de ce courant dans certains des principaux pays européens, un tel impact de la décomposition se développerait".

L'un des aspects les plus significatifs de la calamité actuelle est que la décomposition a en effet rejailli sur l'économie de manière dévastatrice. Et cette expérience n'a pas atténué le goût du populisme pour un nouveau désastre économique, comme le montre la guerre économique continue des États-Unis contre la Chine, ou la détermination du gouvernement britannique à poursuivre la voie suicidaire et destructrice de Brexit.

La décomposition de la superstructure prend sa "revanche" sur les fondements économiques du capitalisme qui l'a engendrée.

"Lorsque l'économie tremble, toute la superstructure qui s'appuie sur elle entre en crise et se décompose D'abord conséquences d'un système, elles deviennent ensuite le plus souvent des facteurs d'accélération dans le processus de déclin". (Brochure sur La décadence du capitalisme, chapitre 1)

CCI, 16.7.20

Toutes les pandémies du passé étaient le produit de sociétés décadentes, celle de Covid-19 ne fait pas exception

En 2017, dans son ouvrage *"La Grande Tueuse" (titre original "Pale Rider")*, la journaliste scientifique, Laura Spinney, démontrait comment le contexte international et le fonctionnement de la société en 1918 ont contribué de façon décisive au bilan de la pandémie de la grippe dite "espagnole" : *"Sur le fond, ce que la grippe espagnole nous a appris, c'est qu'une autre grippe pandémique est inévitable, mais que son bilan total – qu'il soit de 10 ou de 100 millions de victimes – ne dépendra que du monde dans lequel elle se produira"*. Alors que la planète se confronte depuis plusieurs mois au Covid-19, cette leçon nous conduit à nous interroger sur ce que cette pandémie nous apprend du monde dans lequel nous vivons.

Le lien entre le développement d'une infection, d'une part, l'organisation et l'état de la société, d'autre part, n'est en effet pas propre à la grippe espagnole de 1918-1920. Le marxisme a effectivement découvert que, de façon générale, le mode de production d'une époque conditionne l'organisation sociale et, par extension, tout ce qui concerne les individus composant cette société

De la peste de l'Empire romain au Covid-19

Dans la période de décadence de l'Empire romain d'Occident, les conditions d'existence et la politique expansionniste de l'Empire ont permis au bacille de la peste de se répandre de façon spectaculaire et de réaliser une véritable hécatombe parmi la population : *"les bains publics étaient des bouillons de culture ; les égouts stagnaient sous les villes ; les greniers à blé étaient une bénédiction pour les rats ; les routes commerciales qui reliaient tout l'Empire ont permis la propagation des épidémies de la mer Caspienne au mur d'Hadrien avec une efficacité jusque-là inconnue"*.¹

La peste noire qui sévissait au XIV^e siècle en Europe, trouve les conditions de son expansion à la fois dans le développement du commerce avec l'Asie, la Russie, le Moyen-Orient

et dans le développement de la guerre, en particulier liée à l'islamisation des régions asiatiques.

Ces deux épisodes pandémiques ont largement participé au déclin des sociétés esclavagistes et médiévales en anéantissant des parties importantes de la société et en désorganisant celle-ci. Ce n'est pas la maladie qui a engendré la chute de ces systèmes de production mais ce sont avant tout la décadence de ces systèmes qui ont favorisé l'expansion des agents infectieux. La peste de Justinien comme la peste noire ont contribué, et sans doute fortement accéléré, une destruction déjà largement engagée.

Depuis l'avènement du capitalisme, la maladie n'a cessé d'être une entrave au bon fonctionnement de la production, en rendant inaptés les forces de travail indispensables à la création de valeur. Elle a aussi été une entrave aux menées impérialistes en affaiblissant les hommes mobilisés sur les champs de bataille.

Quand le virus de la grippe espagnole commençait à infecter l'espèce humaine, le monde capitaliste avait plus que jamais besoin d'une force humaine à son plus haut niveau de rendement. Ce besoin était cependant lié à des conditions qui allaient elles-mêmes être le terreau d'une pandémie qui décimera entre 50 et 100 millions d'êtres humains, soit entre 2,5 % et 5 % de la population mondiale. Le monde de la grippe espagnole était un monde en guerre. Commencée quatre

ans plus tôt et sur le point de se terminer, la Première Guerre mondiale avait déjà façonné le nouveau monde, celui de la décadence capitaliste, des crises économiques sans issue, des tensions impérialistes sans cesse croissantes.

Mais la guerre n'était pas encore finie. Les troupes restaient massées sur le front comme à l'arrière, créant des milieux propices à la contagion. Le transport des soldats de l'Amérique vers l'Europe en particulier, se faisait par bateau dans des conditions déplorable : le virus s'y répandait largement et les hommes débarquaient, bien sûr, avec le virus en eux prêt à contaminer les populations locales. La guerre terminée, la démobilisation et le retour des soldats chez eux constituaient un puissant vecteur de développement de l'épidémie, d'autant plus que les soldats étaient affaiblis par quatre années de guerre, dénutris, sans le moindre soin.

Quand on parle de la grippe espagnole on pense nécessairement à la guerre, mais celle-ci n'est pas, loin s'en faut, l'unique facteur expliquant l'expansion de la maladie. Le monde de 1918 était un monde où le capitalisme avait déjà imposé son mode de production partout où ses intérêts le poussaient à le faire et où il avait mis en place des conditions effroyables d'exploitation. C'était un monde où les ouvriers étaient regroupés, entassés près des usines dans des quartiers où régnaient l'insalubrité, la malnutrition et des services sanitaires globalement inexistantes. C'est un monde où l'ouvrier malade était renvoyé sans soins chez lui, dans son village, où il finissait par contaminer la plupart des habitants. C'était un monde de mineurs confinés toute la journée dans des boyaux souterrains, à tailler la roche pour en extraire du charbon ou de l'or, à grand renfort de produits chimiques détruisant leur organisme et affaiblissant leur système immunitaire, et parqués le soir dans

1. Comment l'Empire romain s'est effondré, Kyle Harper (2019).

des cabanes minuscules. C'était aussi le monde de l'effort de guerre, où la fièvre ne devait surtout pas empêcher l'ouvrier de se rendre à l'usine, quitte à contaminer l'ensemble des ouvriers sur place.

Plus généralement, le monde de la grippe espagnole était aussi un monde où les connaissances sur l'origine des maladies et les vecteurs de la contagion étaient globalement inconnus. La théorie des germes, qui mettait en avant le rôle d'agents infectieux externes à l'organisme dans la maladie, était à peine naissante. Si des microbes ont pu commencer à être observés, l'existence des virus était seulement posée comme hypothèse par de rares scientifiques : vingt fois plus petit qu'une bactérie, un virus n'était pas observable par les microscopes optiques de l'époque. La médecine était encore peu développée et inaccessible à la très grande majorité de la population. Les remèdes traditionnels et les croyances en tous genres prédominaient très largement dans la lutte contre cette maladie inconnue, terrifiante et souvent foudroyante.

L'ampleur du désastre humain provoquée par la pandémie de la grippe espagnole aurait dû en faire la dernière grande catastrophe sanitaire de l'humanité. Les leçons qu'on pouvait en tirer, les efforts qu'on pouvait diriger vers la recherche sur les infections, le développement inédit de la technique depuis l'avènement du capitalisme pouvaient laisser penser que l'humanité gagnerait la bataille contre la maladie.

Les politiques sanitaires au service de l'exploitation capitaliste

La bourgeoisie a pris conscience du danger que représentent les questions de santé pour son système. Il ne faut voir dans cette prise de conscience aucune dimension humaine ou progressiste mais seulement une volonté de faire en sorte que la force de travail soit le moins possible affaiblie, la plus productive et rentable possible. Cette volonté avait déjà germé dans la période d'ascendance du capitalisme après la pandémie de choléra en Europe dans les années 1803 et 1840. Le développement du capitalisme s'est accompagné d'une intensification des échanges internationaux et dans le

même temps, de la prise de conscience que les frontières n'arrêtent pas les agents pathogènes.² La bourgeoisie a donc commencé à mettre en place une politique sanitaire multilatérale avec des premières conventions internationales dès 1850 et surtout la création en 1907 de l'Office international d'hygiène publique (OIHP). À l'époque le dessein de la bourgeoisie était pleinement visible, ces mesures étant essentiellement centrées sur la protection des pays industrialisés et la protection de leurs échanges indispensables à la croissance économique. L'OIHP comprenait seulement treize pays membres. Après la guerre, la Société des Nations (SDN) créait en son sein un comité d'hygiène dont la vocation était déjà plus internationale (son action concernera environs 70 % de la planète) mais avec un programme affiché visant encore à assurer à tous les rouages de la machine capitaliste un fonctionnement optimal avec la promotion de politiques hygiénistes.

Après la Seconde Guerre mondiale apparaissait une approche de la santé plus systématique avec la création de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et, surtout, avec un programme d'amélioration de la santé visant non pas seulement les États membres mais l'ensemble de la population mondiale. Dotée de moyens conséquents, l'OMS organise et finance des opérations sur beaucoup de maladies avec un fort accent mis sur la prévention et la recherche.

Là non plus, il ne faut bien sûr pas voir une soudaine vocation humanitaire de la classe dominante. Mais dans un monde en pleine guerre froide, la santé était vue comme un moyen de s'assurer, dès la fin de la guerre, la possibilité de recourir à la main d'œuvre la plus nombreuse et productive possible, particulièrement pendant la période de la reconstruction, de même que plus tard, de conserver une présence et une domination sur les pays en développement et leur population ; la prévention est vue comme une solution moins coûteuse que la prise en charge de malades dans les hôpitaux.

Dans le même temps la recherche et la médecine se sont développées,

permettant d'acquérir une meilleure connaissance des agents infectieux, de leur fonctionnement et des moyens de les combattre, en particulier avec les antibiotiques qui permettent de guérir un nombre croissant de maladies d'origine bactérienne et avec le développement des vaccins. À tel point que dès les années 1970, la bourgeoisie a commencé à penser que la bataille était gagnée et que de nombreuses maladies infectieuses appartenaient désormais à un passé révolu : le développement de la vaccination et notamment des enfants, l'accès à une meilleure hygiène, ont conduit à ce que des maladies infantiles comme la rougeole ou les oreillons deviennent rares, que la variole soit même éradiquée, tout comme la poliomyélite a été éliminée de la quasi-totalité du globe.³ Le capital allait maintenant pouvoir compter sur une force de travail invulnérable, toujours disponible et exploitable.

Sida, SRAS, Ebola,... Des signes du recul de la domination capitaliste sur la nature

Le développement anarchique du capitalisme dans sa phase de décadence commencée au début du XX^e siècle a généré une transition démographique forte, une destruction accrue de l'environnement (la déforestation, notamment), une intensification des déplacements de personnes, une urbanisation incontrôlée, une instabilité politique et des changements climatiques qui sont autant de facteurs favorisant l'émergence et la diffusion de maladies infectieuses.⁴ Ainsi à la fin des années 1970 apparaissait chez l'espèce humaine un nouveau virus à l'origine d'une pandémie toujours présente aujourd'hui, celle du Sida. Les espoirs de la bourgeoisie s'éteignaient aussi vite qu'ils étaient apparus. Car au même moment, le système capitaliste entrait dans la phase ultime de son existence, celle de sa décomposition. Développer les origines et les conséquences de la décomposition du capitalisme n'est pas l'objet de cet article. Cependant, nous pouvons noter que les manifestations les plus criantes de cette décomposition vont très rapidement affecter les questions sa-

2. cf A new Twenty-first century science for effective epidemics response, Nature, Anniversary Collection n°150 vol.575, novembre 2019, p. 131.

3. cf *Ibid.* p. 130.

4. cf *Ibid.*.

nitaires : le chacun pour soi, la vision à court terme et la perte de contrôle progressive de la bourgeoisie sur son système, tout cela dans un contexte de crise économique toujours plus profonde et de plus en plus difficile à combattre.

Aujourd'hui la pandémie de Covid-19 s'impose comme une manifestation exemplaire de la décomposition capitaliste. Elle est le résultat d'une incapacité croissante de la bourgeoisie à prendre en charge une question qu'elle avait elle-même érigée en principe lors de la création de l'OMS en 1947 : amener toutes les populations au niveau de santé le plus élevé possible. Un siècle après la grippe espagnole, la connaissance scientifique sur les maladies, leurs origines, les agents infectieux, les virus s'est développée à un niveau absolument incomparable. Aujourd'hui, le génie génétique permet d'identifier les virus, de suivre leurs mutations, de fabriquer des vaccins plus efficaces. La médecine a fait des progrès immenses et s'est de plus en plus imposée face aux traditions et religions. Elle a également pris une dimension préventive très importante.

Pourtant, l'impuissance des États, la panique devant l'inconnu dominant face à la pandémie de Covid-19. Alors que depuis cent ans, l'humanité parvenait progressivement à maîtriser la nature, nous nous retrouvons aujourd'hui dans une situation où c'est de moins en moins le cas.

Le Covid-19 est, en effet, loin d'avoir été un éclair dans un ciel d'azur : il y a eu le VIH, bien sûr, qui a rappelé que de nouvelles pandémies restaient encore à venir. Mais depuis, il y a eu aussi le SRAS, le MERS, la grippe porcine, le Zika, Ebola, le Chikungunya, les prions, etc. Des maladies disparues ou presque comme la tuberculose, la rougeole, la rubéole, le scorbut, la syphilis ou la gale et même la poliomyélite ont même resurgi.

Toutes ces alertes auraient dû conduire à un renforcement de la recherche et des actions préventives ; il n'en a rien été. Non par négligence ou mauvaise évaluation des risques, mais parce qu'avec la décomposition, le capitalisme est nécessairement de plus en plus prisonnier d'une vision à court terme qui le conduit également à perdre progressivement la maîtrise des outils de régulation qui, jusque-là,

avaient permis de limiter les dégâts causés par la concurrence effrénée que tous les acteurs du monde capitaliste se mènent les uns envers les autres.

Dans les années 1980, les premières critiques apparaissent parmi les États membres de l'OMS qui jugeaient que la politique de prévention était devenue trop coûteuse, en particulier lorsque celle-ci ne bénéficiait pas directement à leur propre capital national. La vaccination commença à reculer. La médecine devint plus difficilement accessible du fait des coupes claires opérées dans les systèmes de santé publique. Mais en reculant, elle laissa aussi la place aux "médecines" parallèles qui se nourrissent du climat irrationnel favorisé par la décomposition. Ainsi cent ans plus tard, les "remèdes" recommandés contre le virus (SRAS Cov2) sont les mêmes que ceux qui l'étaient face à la grippe espagnole (repos, alimentation, hydratation), à une époque où on ignorait alors que la cause de la maladie était un virus.

La science, globalement, perd son crédit et, partant, ses crédits et ses subventions. La recherche sur les virus, les infections et les moyens de les combattre a presque été stoppée partout, faute de moyens. Non pas qu'elle soit si chère, mais sans rentabilité immédiate, elle est forcément jugée trop coûteuse. L'OMS abandonne les opérations relatives à la tuberculose et est sommée par les États-Unis, sous peine de perdre sa contribution financière (la plus importante, 25 % des recettes), de se centrer sur les maladies qu'ils jugent prioritaires.

Les besoins de la science, qui tente encore de se placer sur le long terme, ne sont pas compatibles avec les contraintes d'un système en crise qui pose l'urgence d'une rentabilité directe pour tout investissement. Par exemple, au moment où le virus Zika est reconnu mondialement comme un agent pathogène pouvant causer un déficit de naissances, il n'y presque aucune recherche ni aucun vaccin en phase avancée de développement. Deux ans et demi plus tard, les essais cliniques sont reportés. L'absence d'un marché profitable entre deux épidémies n'incite ni les États, ni les entreprises pharmaceutiques à investir dans ce type de recherche.⁵

5. *Ibid.* p. 134

Le recul considérable des politiques de prévention : reflet d'une société sans avenir

Aujourd'hui l'OMS est quasiment réduite au silence et la recherche sur les maladies est entre les mains de la Banque mondiale qui lui impose une approche de rentabilité (avec la mise en œuvre de son indicateur DALY basé sur le ratio coût / bénéfice en nombres d'années de vie perdue).

Ainsi quand un spécialiste des coronavirus, Bruno Canard, évoque "*un travail de longue haleine, qui aurait dû être entamé dès 2003 et l'arrivée du premier SRAS*", et qu'un collègue virologue, Johan Neyts, constate à regret que "*pour 150 millions d'euros, on aurait eu, en dix ans, un antiviral à large spectre contre les coronavirus, que l'on aurait pu donner dès janvier aux Chinois. On n'en serait pas là aujourd'hui*"⁶, ils se posent à contre-courant de la dynamique actuelle du capitalisme.

C'est ce que Marx écrivait déjà en 1859 dans la Contribution à la critique de l'économie politique : "*À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants [...]. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves*". Alors que l'humanité possède les moyens scientifiques et technologiques de combattre la maladie comme jamais auparavant, le maintien de l'organisation capitaliste constitue une entrave à la réalisation de ces moyens.

C'est ainsi qu'en 2020 l'humanité, qui est capable de connaître les organismes vivants sous toutes leurs formes et sait en décrire le fonctionnement, se retrouve contrainte à reprendre les remèdes d'un passé où l'obscurantisme régnait encore en maître. Les bourgeoisies ferment leurs frontières pour se protéger du virus, comme au XVIII^e siècle on construisait un mur pour isoler la Provence en proie à la peste. On isole en quarantaine les personnes malades ou suspectées de l'être, comme on fermait les ports aux bateaux étrangers aux temps de la peste noire. On confine la population, on ferme les lieux publics, on interdit les loisirs et les regroupements, on

6. Journal Le Monde.fr, 29 février 2020.

décrète des couvre-feux comme on le faisait notamment dans les grandes villes des États-Unis aux temps de la grippe espagnole.

Rien n'a donc été inventé depuis et le retour de ces méthodes violentes, archaïques et surannées signent l'impuissance de la classe dominante face à la pandémie.

La concurrence, ce fondement du capitalisme, ne disparaît pas face à la gravité de la situation : chaque capital doit vaincre les autres ou mourir. Ainsi, au moment où les morts s'accumulaient et les hôpitaux ne pouvaient plus accueillir un seul malade de plus, les États cherchaient encore tous à confiner les uns plus tard que les autres. Quelques semaines plus tard, c'était à celui qui déconfinerait le plus tôt possible, en remettant sa machine économique en marche, pour la conquête des marchés du concurrent. Tout cela au mépris de la santé humaine et malgré les alertes de la communauté scientifique sur la présence toujours vive du virus SRAS-Cov2. Les bourgeoisies sont incapables de dépasser le chacun-pour-soi qui règne sur tous les plans de la société et ne parviennent pas, comme dans la lutte contre le réchauffement climatique, par exemple, à élaborer des stratégies communes de lutte contre la maladie.

La peste de Justinien a précipité la

chute de l'Empire romain et son système esclavagiste ; la peste noire a précipité la chute du système féodal. Ces pandémies étaient le produit de ces systèmes décadents, dans lesquels *"les forces productives matérielles de la société [entraient] en contradiction avec les rapports de production existants"* et elles ont été en même temps un accélérateur de leur chute. La pandémie de Covid-19 est aussi le fruit d'un monde décadent (et même en décomposition) ; lui aussi sera un accélérateur des contradictions d'un système dépassé et moribond.

Faut-il pour autant se réjouir d'entrevoir la chute du capitalisme accélérée par la pandémie ? Le communisme pourra-t-il advenir comme le capitalisme a pu naître sur les décombres de la féodalité ? La comparaison avec les pandémies du passé s'arrête là. Dans le monde esclavagiste et le monde féodal, les fondements d'une organisation adaptée au niveau de développement atteint par les forces productives étaient déjà présents en leur sein. Les modes de production en place, ayant atteint leurs limites, laissaient de l'espace pour que s'impose une nouvelle classe dominante déjà porteuse de rapports de production plus adéquats. À la fin du Moyen Âge, le capitalisme avait ainsi déjà pris une part importante dans la production sociale.

Le capitalisme est la dernière société de classe de l'histoire. Ayant mis sous sa coupe la quasi-totalité de la production humaine, il ne laisse aucune place à une autre organisation avant sa disparition et aucune société de classe ne pourrait le remplacer. La classe révolutionnaire, le prolétariat, doit d'abord détruire le système actuel avant de poser les bases d'une nouvelle ère. Si une série de pandémies ou d'autres catastrophes précipitent la chute du capitalisme sans que le prolétariat soit en mesure de réagir et d'imposer sa propre force, alors c'est l'humanité tout entière qui sera entraînée dans sa chute.

L'enjeu de la période réside bien dans la capacité de la classe ouvrière à résister à l'incurie capitaliste, à en comprendre progressivement les raisons et à prendre sa responsabilité historique. C'est ainsi que se termine la citation de Marx précitée :

"À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants [...]. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale."

GD (Octobre 2020)

La crise économique - Introduction

(Juillet 2020)

Avec ce nouveau pas, le capitalisme est en train de s'enfoncer encore un peu plus dans sa période de sa décadence, imposant aux organisations révolutionnaires de clarifier les questions suivantes :

- Quelle est la portée historique du développement de cette crise, la plus grave de la décadence, y compris la crise qui avait débuté en 1929 ?
- Quelles sont les implications du fait que les effets de la décomposition de la société vont avoir un poids très important sur l'évolution de cette nouvelle phase de la crise ouverte ?

En même temps, nous devons nous garder d'une vision immédiatiste et économiciste de la crise, comme y invite le rapport présenté : éviter tout pronostic hasardeux, avoir en tête les surestimations que nous avons faites dans le passé concernant le rythme de la crise de même qu'une vision catastrophiste avec l'idée que la bourgeoisie était dans l'impasse. Outre un manque de maîtrise de la théorie de Rosa Luxemburg sur la tendance à la saturation des marchés extra-capitalistes comme explication de la décadence du capitalisme, nous avons sous-estimé la capacité du capitalisme d'État à faire face aux manifestations de la crise ouverte en accompagnant l'enfoncement de ce système dans sa crise historique, lui permettant ainsi de survivre. Ses moyens : l'intervention permanente de l'État dans la sphère économique, les manipulations et les tricheries avec la loi de la valeur. Ce faisant, la bourgeoisie entretenait l'illusion au sein du prolétariat que le capitalisme n'est pas un système en faillite, ses convulsions n'étant que passagères, le produit de crises cycliques nécessairement suivies de période de reprise économique générale et intensive.

Aux 18^e et 19^e siècles, les grandes nations capitalistes se livraient une course effrénée à la conquête de nouveaux marchés et territoires. Mais vers 1900, elles ont rencontré un petit problème : la terre était ronde et pas aussi grande que l'imaginait la classe dominante. Ainsi, avant même qu'une crise économique mondiale n'éclate, les tensions impérialistes ont atteint leur paroxysme, la guerre mondiale a éclaté et le capitalisme est entré dans sa période de décadence. La Guerre

de 1914-18 est la manifestation de barbarie la plus extrême du fait que à *"un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants (...). Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves."* (Marx, *Avant-propos à la Critique de l'Economie politique*, 1859).

Ce n'est qu'à la fin des années 1920 que les différentes bourgeoisies nationales vont être confrontées pour la première fois à la manifestation directement "économique" de cette entrée dans la décadence : la crise de surproduction généralisée et historique. Citons encore Marx : *"Plus la production capitaliste se développe, et plus elle est obligée de produire à une échelle qui n'a rien à voir avec la demande immédiate, mais dépend d'une extension constante du marché mondial (...). [Car], la marchandise doit être nécessairement transformée en argent. La demande des ouvriers ne saurait suffire, puisque le profit provient justement du fait que la demande des ouvriers est inférieure à la valeur de leur produit (...). La demande des capitalistes entre eux ne saurait pas suffire davantage (...)"* (*Le Capital*, Ed. Sociales, 1975, livre IV, tome 2, p.560) ; *"Dire enfin que les capitalistes n'ont en somme qu'à échanger et consommer les marchandises entre eux, c'est oublier tout le caractère de la production capitaliste et oublier qu'il s'agit de mettre le capital en valeur."* (*Le Capital*, livre III, section III: "La loi tendancielle de la baisse du taux de profit", Chapitre X: "Le développement des contradictions immanentes de la loi, Pléthore de capital

et surpopulation").

Autrement dit, la crise de surproduction généralisée qui a éclaté au grand jour en 1929 n'est pas liée à une sorte de dysfonctionnement que la bourgeoisie pourrait régler ou dépasser. Non, elle est la conséquence d'une contradiction fondamentale et insurmontable inscrite dans la nature même du capitalisme.

Les bourgeoisies nationales ont tiré des leçons de la crise catastrophique de 1929 : la nécessité de développer le capitalisme d'État et la mise en place d'organismes internationaux afin d'accompagner la crise pour ne pas reproduire l'erreur des politiques protectionnistes.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie allait mettre en pratique les leçons de 1929. Le boom d'après-guerre a semé l'illusion que le capitalisme retrouvait une prospérité, effaçant momentanément le cauchemar de la Grande Dépression des années 1930 et les horreurs de la guerre. Mais, inévitablement, les contradictions inhérentes à la nature même du capitalisme demeurent, comme sa crise historique. C'est ce que révèle le retour de la crise ouverte de 1967-1968.

Depuis cette date, de plans de relance en récessions plus profondes, la bourgeoisie est prise dans une fuite en avant dans l'endettement, pour tenter de repousser sans cesse au lendemain les effets de la faillite historique de son système. L'endettement mondial devient de plus en plus massif, de manière absolue mais aussi comparé à l'évolution du PIB mondial. Parallèlement à cette fuite en avant, les pays centraux ont fait évoluer l'organisation de l'économie mondiale :

1) Durant les années 1970, la hausse des dépenses publiques, la fin des accords de Bretton Woods et la politique des Droits de Tirage Spéciaux, l'ouverture de crédits à des pays plus faibles, ont permis que soit maintenu un niveau de croissance qui donnait l'illusion que, malgré la "crise du pétrole", le capitalisme poursuivait sa

dynamique de croissance ;

2) Dans les années 1980, suite à la grave récession du début de la décennie, des pans entiers de la production sont déplacés vers des zones où la force de travail est à moindre coût, comme en Chine. Pour cela, il aura fallu des investissements colossaux permis par une "libéralisation" financière étendue à l'échelle mondiale. C'est le début de la "mondialisation".

3) Dans les années 1990, après la chute du bloc de l'Est, les organismes internationaux sont renforcés, donnant lieu à une structure de "coopération internationale" au niveau monétaire et financier, à une coordination de politiques économiques avec la mise en place de chaînes de production internationales, à une stimulation du commerce mondial par l'élimination de barrières douanières, etc. Ce cadre est évidemment établi par et pour les pays les plus forts : ils peuvent conquérir de nouveaux marchés, délocaliser leurs productions, s'approprier des entreprises plus rentables de pays plus faibles...

Si cette "coopération internationale" a pu, dans une certaine mesure et pendant un certain temps, freiner et atténuer sur les États les effets du "chacun pour soi" au niveau économique, elle a été incapable d'endiguer la tendance de fond inhérente à l'entrée de plain-pied dans la phase de décomposition du capitalisme.

4) Le recours systématique de tous les États à un endettement massif pour répondre au manque de débouchés était également une politique risquée, il a provoqué la crise financière de 2008 qui s'est traduite par encore plus d'endettement. L'"organisation mondiale de la production" a commencé à être ébranlée dans la décennie 2010 : la Chine, après avoir profité largement des mécanismes mondiaux de commerce (OMC), a commencé à développer un "circuit" économique, commercial et impérialiste parallèle (la nouvelle Route de la Soie). En juillet 2017, l'Allemagne a voté un décret permettant de bloquer la vente d'entreprises stratégiques nationales à des investisseurs étrangers. La guerre commerciale s'est encore accentuée avec l'arrivée au pouvoir de Trump aux États-Unis. Ces phénomènes concrétisent sans conteste que le capitalisme rencontre de manière croissante des difficultés majeures à

repousser toujours plus les limites de son mode de production comme ce fut le cas avec la mondialisation

Aujourd'hui, la bourgeoisie a accumulé une immense expérience pour ralentir les effets de sa crise historique, pour prolonger toujours plus son agonie. Nous devons donc être extrêmement prudents quant à nos prévisions et nous garder de tout catastrophisme. À travers l'aggravation actuelle de la crise économique mondiale, ce sont avant tout les grandes tendances historiques sous-jacentes que nous devons mettre en lumière : À partir de 1929, la bourgeoisie a appris à maintenir en vie son économie en décadence, notamment par la "coopération internationale". Même en 2008, les fameux G20 montraient cette capacité des grandes bourgeoisies à maintenir une certaine cohésion afin de gérer la crise avec le moins de dégâts possible. L'année 2020 signe la difficulté croissante à maintenir cette organisation mondiale, l'irrationalité liée à la décomposition du capitalisme frappant jusqu'aux plus hauts sommets étatiques. Le "chacun pour soi", qui a éclaté au grand jour avec la gestion calamiteuse de la pandémie, en est la concrétisation la plus spectaculaire. Cette force centrifuge a deux racines :

1) L'aggravation inexorable de la crise économique mondiale exacerbe la lutte à mort entre toutes les nations rivales. Notons que, contrairement à 2008, les plus touchés sont les pays centraux (Allemagne, Chine et surtout les États-Unis car si la faillite des banques avait été à l'époque surtout causée par la spéculation immobilière, aujourd'hui ce sont les entreprises directement productives qui sont en danger).

2) La décomposition, qui touchait avant tout les nations dans leurs relations impérialistes, commence à frapper aussi leurs capacités de gestion de l'économie. Cela ne fait que confirmer la perspective dégagée par la résolution sur la situation internationale de notre dernier congrès international : *"Le développement actuel de la crise par les perturbations croissantes qu'elle provoque dans l'organisation de la production en une vaste construction multilatérale à l'échelle internationale unifiée par des règles communes montre les limites de la "mondialisation" : le besoin toujours plus grand*

d'unité (qui n'a jamais signifié autre chose que l'imposition de la loi du plus fort sur les plus faibles) en raison de l'intrication "transnationale" de la production très segmentée pays par pays (c'est en unités fondamentalement divisées par la concurrence où tout produit est conçu ici, assemblé là à l'aide d'éléments produits ailleurs encore) se heurte à la nature nationale de chaque capital, aux limites mêmes du capitalisme, irrémédiablement divisé en nations concurrentes et rivales, le degré d'unité maximal qu'il est impossible au monde bourgeois de dépasser. L'aggravation de la crise (ainsi que les exigences de la rivalité impérialiste) met à rude épreuve les institutions et les mécanismes multilatéraux" (point 20 de la résolution).

Ce que nous voyons c'est que, en réponse à la pandémie, a commencé à se développer une avancée très significative des mesures de "relocalisation nationale" de la production, de préservation de secteurs clés dans chaque capital national, de développement d'entraves à la circulation internationale des marchandises et des personnes etc. Cela ne peut qu'avoir des conséquences très sévères sur l'évolution de l'économie mondiale et sur la capacité globale de la bourgeoisie à répondre à la crise. Le repli national ne peut qu'aggraver la crise conduisant à une fragmentation des chaînes de production qui avaient précédemment une dimension mondiale, ce qui en retour ne pourra que semer la pagaille dans les politiques monétaires, financières, commerciales... Cela peut aller jusqu'au blocage et même à l'effondrement partiel de certaines économies nationales.

Il est trop tôt pour mesurer les conséquences de cette paralysie relative de l'appareil économique. Cependant le plus grave et le plus significatif est que cette paralysie a lieu à l'échelle internationale.

L'accélération actuelle de la crise économique mondiale s'inscrit dans l'évolution générale de la décadence du capitalisme. Au-delà des phénomènes visibles liés à la "crise ouverte" actuelle, ce qui nous importe c'est de mieux comprendre le renforcement des contradictions profondes du capitalisme et donc l'aggravation de sa crise historique.

Rapport sur la crise économique

(Juillet 2020)

Au niveau de la crise économique, nous pouvons soutenir clairement les deux perspectives suivantes :

- La crise qui se profile d'ores et déjà va être, dans sa portée historique, la plus grave de la décadence, dépassant sur ce plan celle qui débuta en 1929.

- Ce qui est nouveau dans l'histoire du capitalisme c'est que les effets de la décomposition vont avoir un poids très important sur l'économie et l'évolution de la nouvelle phase ouverte de la crise.

Cependant, au-delà de la validité de ces prévisions générales, la situation inédite qui s'est ouverte, va être plus que jamais dominée par une forte incertitude. Plus précisément, au stade actuel atteint par la crise historique de surproduction, l'irruption de la décomposition sur le terrain économique bouleverse profondément les mécanismes du capitalisme d'État, destinés à accompagner et limiter l'impact de la crise. Il serait pourtant faux et dangereux d'en tirer comme conséquences que la bourgeoisie ne va pas utiliser au maximum ses capacités politiques pour répondre, au mieux de ses intérêts, à la crise économique mondiale qui commence à se déployer. L'irruption du poids de la décomposition signifie de plus un facteur d'instabilité et de fragilité dans le fonctionnement économique qui rend particulièrement difficile l'analyse de l'évolution de la situation.

Dans le passé, nous avons trop souvent braqué nos yeux seulement sur les aspects de la situation qui poussaient la crise économique du capital vers son aggravation inexorable en ne prenant pas suffisamment en compte tous les facteurs qui tendaient à freiner son développement. Or, afin d'être fidèles à la méthode marxiste d'analyse consistant à dégager les tendances, certes lourdes historiquement, nous devons tracer des perspectives, mais aussi les contre-tendances que la bourgeoisie ne tardera pas à mettre en œuvre. Nous devons donc dégager, le plus clairement possible, les lignes générales de l'évolution à venir, sans tomber pour cela dans des prévisions hasardeuses et incertaines. Nous devons nous armer pour faire face à la situation, en faisant en sorte de développer et de mettre en œuvre notre capacité de réflexion et de réponse rapide aux événements de très grande importance qui ne vont pas manquer de surgir. Notre méthode doit être inspirée par cette démarche suivante : *"Le marxisme ne peut tracer avec certitude que les grandes lignes et tendances historiques générales. La tâche des organisations révolutionnaires doit être évidemment de dégager des perspectives*

pour leur intervention dans la classe, mais ces perspectives ne peuvent pas être des "prédictions" basées sur des modèles mathématiques déterministes (et encore moins en prenant pour argent comptant les prédictions des "experts" de la bourgeoisie, que ce soit dans le sens d'un "optimisme" mensonger ou d'un "alarmisme" tout aussi mystificateur)" (extrait d'une contribution interne).

La gravité de la crise

La crise de 2008 avait constitué un moment très important pour le capitalisme. La reprise (2013-2018) avait été très faible, la plus faible depuis 1967. Elle fut qualifiée par la bourgeoisie de reprise "molle". Pour la décennie 2010-2020, avant la crise du Covid19, le site *Cycle Business Bourse* évaluait, de façon semble-t-il réaliste, la croissance mondiale comme étant légèrement inférieure à 3% en moyenne annuelle. La crise économique qui a éclaté au grand jour avec la pandémie avait déjà connu ses premières expressions claires, notamment à partir de 2018. Nous l'avons mis en évidence dans le Rapport et la Résolution sur la situation internationale du 23^e Congrès du CCI (2019) : *"La situation*

du capitalisme est, depuis début 2018, marquée par un net ralentissement de la croissance mondiale (passée de 4 % en 2017 à 3,3 % en 2019), que la bourgeoisie prévoit comme durable et devant s'aggraver en 2019-20. Ce ralentissement s'est avéré plus rapide que prévu en 2018, le FMI ayant dû revoir à la baisse ses prévisions sur les deux prochaines années, et touche pratiquement simultanément les différentes parties du capitalisme : Chine, États-Unis, zone euro. En 2019, 70 % de l'économie mondiale ralentissent et particulièrement les pays "avancés", (Allemagne, Royaume-Uni). Certains des pays émergents sont déjà en récession (Brésil, Argentine, Turquie) tandis que la Chine, en ralentissement depuis 2017 et avec une croissance évaluée à 6,2 % pour 2019 encaisse ses plus bas chiffres de croissance des trente dernières années" (Point 16 de la Résolution).

C'est dans ce contexte de ralentissement de la croissance que la pandémie de Covid 19 est devenue un puissant accélérateur de la crise économique mettant au premier plan trois facteurs :

- Le degré de fragilisation des systèmes de santé publique, un des éléments clé du capitalisme d'État depuis 1945. Ce processus d'affaiblissement du système de santé est lié à la crise économique en général et s'est accéléré considérablement avec son épisode de 2008. Dans la grande majorité des États, les systèmes de santé ont été incapables de faire face à la pandémie, ce qui a contraint la bourgeoisie à des mesures de confinement entraînant un arrêt brutal de l'économie jamais connu en temps de paix. Pour le capitalisme, prêt à sacrifier la vie de millions de personnes dans les guerres impérialistes, le dilemme n'était pas soit sauver des vies, soit maintenir la production. Face au développement de la pandémie, il était fondamentalement autour de la problématique : comment à la fois maintenir la production, la compétitivité économique, son rang sur la scène impérialiste,

alors que l'envolée de la pandémie ne pouvait qu'affecter gravement la production et la position commerciale et impérialiste de chaque puissance.

- Le degré croissant de déresponsabilisation et l'incurie de la classe dominante dans tous les pays et notamment dans les pays centraux comme conséquence du phénomène de décomposition de la société.

- L'irruption brutale du "chacun pour soi" sur le plan économique, facteur également lié à la décomposition mais ayant des conséquences très importantes sur le terrain économique.

La manifestation la plus importante de la gravité de la crise tient au fait que, à la différence de 2008, les pays les plus centraux (Allemagne, Chine et surtout les États-Unis) sont les plus affectés ; même s'ils ont tous les moyens pour amortir la crise, l'onde de choc va déstabiliser fortement l'économie mondiale.

La chute brutale des prix du pétrole a frappé de plein fouet les États-Unis : Avant l'éclatement de la crise sanitaire, il y a eu une "guerre de prix" sur le pétrole. Comme résultat, les prix du pétrole deviennent négatifs, peut-être pour la première fois dans l'histoire. Même les analystes les plus optimistes en matière d'énergie prédisent la faillite d'une centaine de compagnies pétrolières aux États-Unis. Certaines ont accumulé des milliards de dollars de dettes, dont une grande partie est à haut risque : *"Le premier foyer de risque dans la dette des entreprises est l'énergie", déclare Capital Economics, bien que Macadam estime qu'il ne s'agit pas d'un risque systémique. Mais une chaîne de défaillances dans le secteur pétrolier augmenterait le risque d'une crise financière. Et si l'un des géants pétroliers les plus endettés du monde - Shell, par exemple, a une dette de 77 milliards de dollars US, l'une des plus élevées au monde - se mettait en difficulté, les répercussions seraient dévastatrices"*¹

Ces prix négatifs illustrent parfaitement le niveau d'irrationalité du capital. La surproduction pétrolière et la spéculation effrénée dans ce secteur ont pour conséquence que les propriétaires de pétrole payent pour qu'on les débarrasse du pétrole excédentaire qui

ne peut être stocké faute de place.

Tandis qu'en 2008, la faillite des banques était surtout propulsée par la spéculation immobilière, aujourd'hui ce sont les entreprises directement productives qui mettent en danger le secteur bancaire : *"Les quatre plus grandes sociétés américaines, JP Morgan, Bank of America, Citigroup et Wells Fargo, ont chacune investi plus de 10 milliards de dollars dans le secteur de la fracturation du pétrole rien qu'en 2019, selon Statista. Et maintenant, ces compagnies pétrolières risquent sérieusement de devenir insolubles, laissant les banques avec de la paperasse sur leurs bilans (...) Selon Moody's, 91% des faillites d'entreprises américaines au cours du dernier trimestre de l'année dernière se sont produites dans le secteur du pétrole et du gaz. Les données fournies par l'Energy Economics and Financial Analysis indiquent que les entreprises de fracturation ont, l'année dernière, été incapables de payer 26 milliards de dollars de dettes"*². Avec la pandémie, la situation empire sérieusement : *"La Consulting Rystad Energy estime que même si le baril devait récupérer les 20 dollars, 533 entreprises pétrolières américaines pourraient devenir insolubles d'ici 2021. Mais si les prix restent à 10 dollars, il pourrait y avoir plus de 1 100 faillites, avec pratiquement toutes les entreprises."*³

La crise de la phase "multilatérale" du capitalisme d'État

Le capitalisme - par le biais du capitalisme d'État - fait un effort énorme pour protéger les centres vitaux du système et éviter une chute brutale, comme le dit le rapport sur la crise du 23^e Congrès du CCI : *"En s'appuyant sur les leviers du capitalisme d'État et en tirant les leçons de 1929, le capitalisme est capable de préserver ses centres vitaux (notamment les États-Unis et Allemagne), d'accompagner la crise, d'amoindrir ses effets en les repoussant vers les pays les plus faibles, de ralentir son rythme en les prolongeant dans le temps."*

Le capitalisme d'État a suivi différentes phases que nous avons com-

mencé à traiter, notamment à l'occasion d'une de nos Journées d'Étude en 2019. Depuis 1945, les besoins des blocs impérialistes ont imposé une certaine coordination de la gestion étatique de l'économie au niveau international, notamment dans le bloc américain, avec la création d'organismes internationaux de "coopération" (OCDE, FMI, début de l'UE) et d'organisation du commerce (GATT).

Dans les années 1980, le capital des pays centraux, accablé par la montée de la crise et souffrant d'une chute brutale des profits, essaie de déplacer des pans entiers de la production vers des pays où la force de travail est beaucoup moins chère, comme la Chine. À cette fin, il a fallu une "libéralisation" financière très forte étendue à échelle mondiale et permettant de mobiliser les capitaux pour effectuer les investissements nécessaires. Dans les années 1990, après l'effondrement du bloc de l'Est, les organismes internationaux ont été renforcés, donnant naissance à une structure de "coopération internationale" aux niveaux monétaire, financier, pour la coordination de politiques économiques, la mise en place de chaînes de production internationale, la stimulation du commerce mondial et par l'élimination de barrières douanières etc. Ce cadre était mis en place pour avantager les pays les plus forts : ils pouvaient conquérir des nouveaux marchés, délocaliser leur production, s'approprier des entreprises parmi les plus rentables des pays plus faibles. Ces derniers étaient contraints de modifier leur propre politique étatique. Désormais, la défense de l'intérêt national ne passait plus par la protection douanière des industries clé mais par le développement d'infrastructures, la formation de la main d'œuvre, l'expansion internationale de ses entreprises clé, la captation d'investissements internationaux, etc.

Il y a eu *"une vaste réorganisation de la production capitaliste à l'échelle planétaire entre 1990 et 2008. Sur le modèle de référence de l'UE, éliminant les barrières douanières entre États-membres, l'intégration de nombreuses branches de la production mondiale s'est renforcée en développant de véritables chaînes de production à l'échelle planétaire. En combinant logistique, informatique et télécommunications, permettant des économies*

1. Extrait de La Vanguardia du 25 avril 2020 "Las zonas de riesgo del sistema financiero"

2. Extrait de La Vanguardia du 22 avril 2020 "La quiebra de las petroleras golpeará a los mayores bancos de EE.UU"

3. Idem.

d'échelle, l'exploitation accrue de la force de travail du prolétariat (par la hausse de la productivité, la mise en concurrence internationale, la libre circulation de la main d'œuvre pour imposer la baisse des salaires), la soumission de la production à la logique financière de la rentabilité maximale, le commerce mondial a continué à s'accroître, même si plus faiblement, stimulant l'économie mondiale, d'un "second" souffle prolongeant l'existence du système capitaliste" (point 18 de la Résolution sur la situation internationale adoptée au 23^e Congrès du CCI).

Cette "coopération internationale" constituait une politique très risquée et audacieuse permettant de soulager la crise et d'atténuer certains des effets de la décomposition sur l'économie en essayant de limiter l'impact de la contradiction du capitalisme entre la nature sociale et mondiale de la production et la nature privée de l'appropriation de la plus-value par des nations capitalistes concurrentes. Une telle évolution du capitalisme décadent est expliquée dans notre brochure sur la décadence lorsque, critiquant la vision selon laquelle la décadence serait synonyme d'un blocage définitif et permanent du développement des forces productives, elle met en avant : *"Si nous nous situons dans l'hypothèse [qui n'est pas la nôtre] d'un blocage définitif et permanent de ce développement, seul un rétrécissement "absolu" de l'enveloppe que constituent les rapports de production existants pourrait expliquer un mouvement net d'approfondissement de cette contradiction. Or, on peut constater que le mouvement qui se produit généralement au cours des différentes décadences de l'histoire (capitalisme y compris) tend plutôt vers un élargissement de l'enveloppe jusqu'à ses dernières limites que vers un rétrécissement. Sous l'égide de l'État et sous la pression des nécessités économiques, sociales, la carapace se tend en se dépouillant de tout ce qui peut s'avérer superflu aux rapports de production en n'étant pas strictement nécessaire à la survie du système". Cela est encore plus vrai pour le capitalisme, le mode de production le plus élastique et le plus dynamique de l'histoire jusqu'ici.*

Comme le montrent le *Rapport sur la crise économique* et la *Résolution*

sur la situation internationale du 23^e Congrès du CCI, cette "organisation mondiale de la production" a commencé à être ébranlée au cours de la décennie 2010 : la Chine, après avoir profité largement des mécanismes mondiaux de commerce (l'OMC), a commencé à développer un mécanisme économique, commercial et impérialiste parallèle (la nouvelle Route de la Soie). La guerre commerciale s'est accélérée avec l'arrivée au pouvoir de Trump... Ces phénomènes expriment sans conteste que le capitalisme rencontra de manière croissante des difficultés majeures dans sa tendance à élargir cette fameuse enveloppe citée dans notre brochure sur la décadence du capitalisme.

"Depuis les années 1960, cet indicateur [qui mesure la proportion d'exportations et d'importations dans chaque économie nationale] a suivi une tendance à la hausse qui s'est ralentie au cours des 18 derniers mois. Au cours de cette période, il est passé d'environ 23 % à une stabilisation à environ 60 %, et depuis 2010, il n'a cessé de baisser"⁴.

L'irruption brutale de la décomposition sociale sur le terrain économique

Trois facteurs à l'origine de la crise de la pandémie montrent l'irruption des effets de la décomposition sur le terrain économique : "chacun pour soi", incurie et irresponsabilité des États. Deux d'entre eux trouvent directement leur origine dans la décomposition capitaliste : chacun pour soi et irresponsabilité. Il s'agit de facteurs très sensibles que la bourgeoisie - au moins dans les pays centraux - avait réussi à contrôler le plus possible, même si de plus en plus difficilement. Au stade actuel atteint par le développement des contradictions internes du capitalisme, et vu la manière dont celles-ci se manifestent dans l'évolution de la crise, l'explosion des effets de la décomposition devient désormais un facteur d'aggravation de la crise économique mondiale dont nous n'avons vu que les toutes premières conséquences. Ce facteur va peser sur l'évolution de la crise en constituant une entrave à l'efficacité effective des politiques ac-

tuelles de capitalisme d'État. *"En comparaison avec les réponses apportées face aux crises de 1975, 1992, 1998 et 2008, nous voyons comme perspective une réduction considérable de la capacité de la bourgeoisie à limiter les effets de la décomposition sur le terrain économique. Jusqu'à maintenant par une "coopération internationale" des mécanismes de capitalisme d'État - ce qu'a été appelé la "mondialisation", la bourgeoisie avait réussi à préserver le terrain vital de l'économie et le commerce mondial des effets centrifuges hautement dangereux de la décomposition. Au plus grave de la convulsion économique de 2007-2008 et en 2009-2011, avec la crise de la "dette souveraine", la bourgeoisie avait pu concorder ses réponses ce qui a permis d'atténuer un peu les coups de la crise et garantir une "relance" anémique pendant la phase 2013-2018"* (contribution sur la crise économique au sein du CCI).

Avec la pandémie, on a vu comment la bourgeoisie tente de rassembler la population derrière l'État en relançant l'unité nationale. Contrairement à 2008, où la tonalité nationaliste n'était pas aussi forte, maintenant les bourgeoisies du monde entier ont fermé leurs frontières, répandant ainsi le message : "derrière les frontières nationales, vous trouvez une protection, les frontières aident à retenir le virus". C'est une façon pour les différents États d'essayer de rallier la population derrière eux ; ils parlent partout en termes martiaux : "nous sommes en guerre, et la guerre a besoin d'unité nationale", avec les messages "l'État vous aidera", "nous vous renflouons" ; "en fermant la frontière, nous éloignerons le virus". En imposant des plans d'urgence, en organisant des fermetures, les États veulent faire passer le message : "un État fort est votre meilleur allié".

L'OMS a été complètement inopérante alors que son action était vitale pour développer une action médicale efficace. Chaque État redoutant une perte de position concurrentielle par rapport aux autres a retardé de façon suicidaire les mesures pour faire face à la pandémie. L'obtention de matériel sanitaire a vu le spectacle sidérant de vols en tout genre, de mauvais coups entre États (et même à l'intérieur de chaque État). Dans l'UE où la "coopé-

4. *La Vanguardia* du 23 avril 2020 "Cómo el coronavirus está acelerando el proceso de desglobalización"

Croissance mondiale	2019	2020
Pays avancés	2,9	-3
Zone euro	1,7	-6,1
Allemagne	0,6	-7
France	1,3	-7,2
Italie	0,3	-9,1
Espagne	2	-8
Japon	0,7	-5,2
Royaume uni	1,4	-6,5
Chine	6,1	1,2
Inde	4,2	1,9
Brésil	1,1	-5,3
Russie	1,3	-5,5
Le monde	2,4	-4,2

Volume du commerce mondial	2019	2020
Importations par pays avancés	1,5	-11,5
Importations par pays émergents et en développement	0,8	-8,2
Exportations par pays émergents et en développement	0,8	-9,6

ration entre États" était allée le plus loin possible, on a vu se développer de façon incontrôlée une poussée brutale du protectionnisme et du "chacun pour soi" économique. Non seulement l'UE n'a aucune possibilité juridique pour imposer ses règles dans le secteur de la santé, mais surtout chaque pays a pris des mesures pour défendre ses frontières, ses chaînes d'approvisionnement et nous avons assisté, pour la première fois, à un véritable blocage des marchandises, à la confiscation d'équipements sanitaires - et à l'interdiction de les livrer à d'autres pays européens.

Nous avons là une illustration, encore plus grave, de la perspective déglagée par la Résolution sur la situation internationale du dernier Congrès du CCI : *"Le développement actuel de la crise par les perturbations croissantes qu'elle provoque dans l'organisation de la production au sein d'une vaste construction multilatérale à l'échelle internationale unifiée par des règles communes montre les limites de la "mondialisation" : le besoin toujours plus grand d'unité (qui n'a jamais signifié autre chose que l'imposition de la loi du plus fort sur les plus faibles) en raison de l'intrication "transnatio-*

nale" de la production très segmentée pays par pays. C'est en unités fondamentalement divisées par la concurrence où tout produit est conçu dans un endroit, assemblé ailleurs à l'aide d'éléments produits dans d'autres régions ou pays qui se heurte à la nature nationale de chaque capital, aux limites mêmes du capitalisme, irrémédiablement divisé en nations concurrentes et rivales. Le degré d'unité maximal qu'il est impossible au monde bourgeois de dépasser. L'aggravation de la crise (ainsi que les exigences des rivalités impérialistes) soumet à rude épreuve les institutions et les mécanismes multilatéraux" (point 20).

Ce que nous voyons, c'est qu'en réponse à la pandémie s'est développé un retour très significatif des mesures de "relocalisation nationale" de la production, de préservation de secteurs clé dans chaque capital national, du développement d'entraves à la circulation internationale des marchandises et des personnes etc., ce qui ne peut qu'avoir de graves conséquences sur l'évolution de l'économie mondiale et sur la capacité globale de la bourgeoisie pour répondre à la crise. Le repli national ne peut qu'aggraver la crise conduisant à une fragmentation des

chaînes de production qui avaient précédemment une dimension mondiale, ce qui ne pourra que semer la pagaille dans les politiques monétaires, financières, commerciales... Cela peut mener au blocage et même à l'effondrement partiel de certaines économies nationales. Il est trop tôt pour prendre la mesure des conséquences de cette paralysie relative de l'appareil économique. Cependant, le plus grave et le plus significatif est que cette paralysie a lieu à l'échelle internationale.

La réponse généralisée des États à la pandémie a illustré la validité d'une analyse du Rapport sur la crise économique du 23^e Congrès du CCI : *"Une des contradictions majeures du capitalisme est celle découlant du conflit entre la nature de plus en plus mondiale de la production et la structure nécessairement nationale du capital. En poussant vers ses dernières limites les possibilités des "associations" de nations sur les plan économique, financier et productif le capitalisme a obtenu une "bouffée d'oxygène" significative dans son combat contre la crise qui le gangrène, mais en même temps il s'est mis dans une situation risquée. Cette fuite en avant dans le multilatéralisme se développe dans un*

contexte de décomposition, c'est-à-dire, une situation où l'indiscipline, les tendances centrifuges, le retranchement sur la structure nationale, sont de plus en plus puissantes et affectent non seulement des fractions de chaque bourgeoisie nationale mais aussi entraînent de larges secteurs de la petite bourgeoisie et même des franges de prolétaires croyant à tort que leur intérêt est attaché à la nation. Tout cela se cristallise dans une sorte de "révolte nationaliste nihiliste" contre la "globalisation" .

Comment va répondre la bourgeoisie ?

Nous allons examiner la réponse entamée par la bourgeoisie et qui va s'articuler selon 3 volets : 1) poursuite d'endettement pharamineux ; 2) Repli national ; 3) Attaque brutale contre les conditions de vie de la classe ouvrière.

La dette mondiale s'élevait en 2020 à 255 000 milliards de dollars, soit 322% du PIB mondial, alors qu'avant la crise de 2008 celle-ci s'élevait à 60 000 milliards de dollars, le PIB mondial n'ayant depuis lors progressé que relativement "mollement". Nous avons ici une image du développement de l'endettement privé et public au cours des treize dernières années et qui a permis de soutenir ce que la bourgeoisie a qualifié de croissance "molle". Face à la violente accélération de la crise économique provoquée par la pandémie, la bourgeoisie a réagi partout dans le monde par la création monétaire par les banques centrales de tous les pays développés et émergents. Contrairement à la crise de 2008, aucune coordination entre les principales banques centrales mondiales n'a été mise en œuvre. Cette création massive de monnaie centrale et de dettes a été à la hauteur de l'inquiétude qui a gagné immédiatement la classe bourgeoise face à l'ampleur de la récession qui semble s'ouvrir devant elle. En prenant une moyenne des chiffres donnés par la bourgeoisie à la fin du mois de mai, nous avons les prévisions suivantes des reculs de la croissance :

- Au sein de l'Union européenne de 6,8% du PIB, de 11 à 12% pour les pays méditerranéens;

- Aux États-Unis, les chiffres donnés expriment la difficulté ou la perfi-

die idéologique de la bourgeoisie dans l'évaluation donnant des chiffres allant de - 6,5% à - 30% ! En termes statistiques, c'est du jamais vu. La FED de Philadelphie avançant même le chiffre de 35%.

- La Chine annonce une baisse de son PIB de 3,5% et une chute de son activité industrielle de 13%.

Si nous prenons l'hypothèse la plus basse émise par la bourgeoisie et en l'absence d'une deuxième vague de la pandémie, la croissance mondiale en 2020 devrait connaître une forte contraction de 3% minimum, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise de 2008-2009.

Les tableaux ci-avant résument les perspectives incertaines exprimées par le FMI (qui se situent dans la moyenne des prévisions effectuées par les organismes officiels au niveau international) en ce qui concerne la croissance et le volume du commerce mondiaux: récession mondiale et contraction du commerce mondial.

Une synthèse de discussion au sein du CCI donne les chiffres suivants très évocateurs : *"La situation n'est tenable que parce que les dettes des États et leur remboursement sont pris en charge par les banques centrales ; ainsi la FED injecte dans l'économie américaine 625 milliards de dollars par semaine alors que le Plan Paulson lancé en 2009 pour arrêter la faillite des banques a été globalement de 750 milliards de dollars (même s'il est vrai que d'autres plans de rachat des dettes par la FED seront lancés dans les années suivantes)", "La réponse la plus frappante de toutes est venue d'Allemagne, bien qu'elle ne soit qu'une partie d'une réaction européenne plus large à l'accélération de la crise économique. La raison pour laquelle les mesures prévues par le gouvernement allemand revêtent une importance particulière est expliquée dans un article du Financial Times du lundi 23 mars : les mesures proposées par Olaf Scholtz, ministre des Finances, représentent une rupture décisive avec la stricte adhésion du gouvernement à la politique du "schwarze Null" ou "black zero", qui consiste à équilibrer les budgets et à ne pas contracter de nouveaux emprunts."*⁵ (...) *"Depuis février, 14 000 milliards*

*de dollars ont été débloqués pour éviter l'effondrement. Tout cela dans un contexte complètement différent du passé. Comment ces politiques "expansionnistes", - qui ont surmonté les différences entre les banques centrales et les États, la reprise, les plans de sauvetage - comment peuvent-elles être efficaces ?"*⁶ .

Un exemple moins connu concerne la Chine qui est un des pays les plus endettés du monde, même si par ailleurs elle a des atouts non négligeables et à ne pas sous-estimer. L'endettement global de la Chine en 2019 est égal à 300% de son PIB, soit 43 000 milliards de dollars. De plus, 30% des entreprises en Chine sont cataloguées dans la catégorie "d'entreprises zombies". Ce qui est le pourcentage le plus élevé du monde. C'est aussi dans ce pays que le taux d'utilisation des capacités de production est le moins élevé, même si tous les pays développés connaissent ce phénomène de surcapacités de production. Officiellement, les taux d'utilisation des capacités industrielles des deux premières puissances du monde -et ceci avant la Covid-19- s'élevait en Chine à 76,4% et aux États-Unis à 78,2%. Le plan de relance mis en place en Chine s'élèverait à 64 000 milliards de dollars ce qui est une somme pharaonique et sûrement destiné en grande partie à la propagande idéologique. Le plan de relance est prévu de s'étendre sur une période de cinq à vingt ans, et bien que l'on ne sache quelle en sera la réalité, il ne peut qu'être en lien avec les visées hégémoniques économiques et impérialistes de la Chine. Le plan de relance des États-Unis atteint 10 000 milliards de dollars. En comparaison, le plan de relance de l'UE apparaît comme presque ridicule, puisqu'il s'élèverait selon les dernières informations à 1290 milliards de dollars sous forme d'emprunts, financés, en partie par les marchés financiers, et en partie directement par la BCE. En réalité, l'argent injecté par la BCE dans l'ensemble de l'économie, banques privées, financements occultes, et entreprises s'élève à plusieurs milliards d'euros. Les États, surtout l'Allemagne, garantissent par mutualisation une partie de ce plan qui se fera sous forme de subventions et de prêts remboursables entre 2028

6. Présentation dans une réunion de l'organisation.

5. BBC World Service, 6-4-20

et 2058 ! En réalité, la classe bourgeoise est en train d'admettre qu'une grande partie de la dette mondiale ne sera jamais remboursée. Ce qui renvoie aux aspects que nous allons aborder maintenant.

Nous ne pouvons pas rendre compte dans le cadre de ce rapport des créations monétaires en cours dans toute leur ampleur, ni détailler tous les plans de relance. Encore une donnée statistique au moment où nous écrivons ce rapport, la dette des États-Unis atteint 10 000 milliards de dollars. Si tout cela semble dépasser l'imagination, il n'en demeure pas moins que le capitalisme utilise cette création monétaire astronomique pour investir et écouler ses marchandises. De ce point de vue, la création monétaire centrale et privée doit croître de façon exponentielle (sous différentes formes) pour permettre autant que possible à l'accumulation du capital de se maintenir et, dans la situation présente, de freiner la plongée dans la dépression. Cette dépression porte en elle le danger de la déflation mais surtout celui de la stagflation. La dévalorisation des devises, au-delà même de la guerre monétaire en cours qui la favorise, est inscrite dans la perspective de la crise du capitalisme. L'accélération de la crise actuelle est un pas très significatif dans ce sens. Le fond de la question est le suivant : dans chaque pays et de plus en plus, le capital global hypothèque la valeur future à produire et à réaliser la plus-value pour permettre la croissance actuelle et poursuivre l'accumulation du capital. C'est donc en grande partie grâce à cette anticipation que le capitalisme parvient à capitaliser et à investir. Ce processus concrétise le fait que, de plus en plus, la dette colossale émise est de moins en moins couverte par de la plus-value déjà produite et réalisée. Ce qui ouvre la perspective de krachs financiers et de destruction toujours plus importantes du capital financier. En toute logique, ce processus implique que le marché interne au capital ne peut croître de manière infinie, même s'il n'existe pas de limite fixe en la matière. C'est dans ce cadre que la crise de surproduction au stade actuel de son développement pose un problème de rentabilité et de profit au capitalisme. La bourgeoisie estime que près de 20% des forces productives mondiales ne sont pas uti-

lisées. La surproduction de moyens de production est particulièrement visible et touche l'Europe, les États-Unis, l'Inde, le Japon, etc.

Ceci est important si nous voulons fonder en quoi le capitalisme d'État doit absolument se renforcer face à la crise qui s'annonce mais en quoi les plans de relance contiennent de très fortes limites et des effets pervers croissants. Et comment le chacun pour soi, dans ce contexte, est non seulement le produit de la décomposition, mais également de l'impasse croissante au plan économique, une tendance à laquelle le capitalisme ne peut pas échapper, qui est aussi historiquement une dynamique mortifère. Il sera important dans ce sens, dans la période à venir, d'étudier et de comparer l'histoire des crises ouvertes du capitalisme. En particulier celles de 1929, 1945, 1975, 1998, 2008.

Le repli national

La situation qui s'ouvre avec l'accélération très profonde de la crise actuelle remet au premier plan le rôle des États (et donc de leur banque centrale car le mythe de l'indépendance de celle-ci est révolu). Il sera intéressant de montrer ce qu'ont été concrètement les politiques économiques, le rôle des États et le keynésianisme dans les périodes 1930 et 1945. Puis de montrer la différence avec la façon dont la bourgeoisie a fait face en 2008. Il y a pendant toute cette période des différences d'une très grande importance, par exemple l'existence des marchés et zones extra capitalistes, mais aussi l'étendue de l'économie mondiale et des grandes puissances impérialistes et économiques, de même que la question des blocs impérialistes, etc. Mais dans cette crise, les plans de relance se font sous forme de déficit public et d'endettement des États et non pas, comme dans les années 1930 et 1940, en ponctionnant essentiellement de la plus-value déjà réalisée et thésaurisée à laquelle venait s'ajouter une part d'endettement n'ayant rien en commun avec celle d'aujourd'hui. Les plans de relance actuels s'avèreront de plus en plus difficiles à soutenir dans leur financement, tant les niveaux d'endettement qu'ils requièrent, s'écarteront de la croissance qu'ils engendreront. Cependant, un certain nombre de questions se posent.

Les leçons de la crise de 1929 conduisaient la bourgeoisie, malgré et contre sa propre "nature", à aller vers une coopération plus grande pour freiner autant que possible le développement de sa crise économique, soit par des politiques keynésiennes, soit par l'orchestration par les États de la mondialisation. Même si, dans la situation actuelle, il se produira un retour à des politiques de type keynésiennes dans le contexte d'une tendance croissante au chacun pour soi, l'efficacité de ces politiques, au regard des moyens mis en œuvre, ne sera pas comparable avec les périodes passées.

Il faut voir sur ce plan la tendance à un poids plus important - par rapport à la période précédente - des réponses isolées données par la bourgeoisie à l'échelle nationale. Par exemple, cette nouvelle tendance consistant à fermer les frontières pour arrêter le transport de passagers d'un continent à l'autre - ou à fermer les frontières nationales, comme si le virus respectait "l'isolement national". Tout cela est beaucoup plus le reflet d'une impuissance et d'un état d'esprit que d'une décision scientifiquement fondée de mise en quarantaine et destinée à éloigner le virus. En effet, en quoi risque-t-on d'avantage d'attraper le virus dans un train international entre Stuttgart et Paris plutôt qu'entre Stuttgart et Hambourg dans un train national ? La fermeture des frontières nationales n'est d'aucune utilité, elle exprime les "limites" des moyens de la bourgeoisie.

Le rapatriement de la production vers les pays centraux s'accroît avec la pandémie. Ainsi, 208 entreprises européennes ont décidé de faire revenir la production de la Chine. *"Selon une enquête récente portant sur 12 industries mondiales, 10 d'entre elles - dont les industries automobiles, des semi-conducteurs et des équipements médicaux - déplacent déjà leurs chaînes d'approvisionnement, principalement hors de Chine. Le Japon offre 2 milliards de dollars aux entreprises pour qu'elles déplacent leurs usines hors de Chine et les ramènent dans l'archipel japonais"*⁷. Un président comme Macron qui semble être partisan du multilatéralisme a déclaré que *"déléguer" de la nourriture et des fournitures médicales est "fou"*. Son ministre des

7. Lire plus dans *Política exterior*..

finances, Bruno Le Maire, appelle au "patriotisme économique" pour que les Français consomment des produits nationaux" (*idem.*). Dans tous les pays ils ont favorisé les plans d'économie de proximité, pour consommer de préférence des produits locaux ou nationaux. C'est un repli sur soi qui tend à briser les chaînes de production industrielles, alimentaires etc., conçues à l'échelle mondiale et qui ont réduit fortement les coûts.

Les tendances centrifuges du "chacun pour soi" ont atteint un niveau plus élevé, alors que dans le même temps, dans chaque pays, l'État et chaque banque nationale, ont pompé ou promis des sommes gigantesques (illimitées dans le cas de l'Allemagne) à l'industrie. Aucune de ces mesures n'a été adoptée ni harmonisée par la BCE ou le FMI ; il faut ajouter que ce n'est pas seulement le populiste Trump qui a agi comme un champion du "chacun pour soi". L'Allemagne - avec l'accord des principaux partis politiques - a agi dans le même sens, tout comme Macron. Ainsi, qu'ils soient populistes ou non, tous les gouvernements ont agi dans la même direction - se retranchant derrière les frontières nationales, "chacun pour soi" - avec seulement un minimum de coordination internationale ou européenne.

Les conséquences de ces politiques semblent contreproductives pour chaque capital national et encore pire pour l'économie mondiale. *"Entre 2007 et 2008, en raison d'une convergence fatidique de facteurs défavorables - mauvaises récoltes, hausse des prix du pétrole et des engrais, boom des biocarburants... - 33 pays ont limité leurs exportations pour protéger leur 'souveraineté alimentaire'. Mais le remède fut pire que la maladie. Les restrictions ont fait augmenter les prix du riz (116%), du blé (40%) et du maïs (25%), selon les estimations de la Banque mondiale (...) L'exemple de la Chine, premier pays touché par l'épidémie, n'est pas de bon augure : les menaces qui pèsent sur les chaînes d'approvisionnement mondiales ont déjà provoqué une augmentation de 15 et 22 % des denrées alimentaires dans ce pays asiatique depuis le début de l'année"*⁸

8. Lire plus dans *Politica exterior*.

Les contre-tendances au repli national

Il est certain que la bourgeoisie va réagir. Au niveau de l'UE, l'Allemagne a accepté finalement la "mutualisation des dettes", ce qui montre que les contre-tendances sont à l'œuvre face à l'accélération de la décomposition sociale. Peut-être la bourgeoisie américaine va-t-elle limoger Trump aux prochaines élections présidentielles au bénéfice des démocrates partisans traditionnels du "multilatéralisme"⁹. Par ailleurs, *"Le 22 avril dernier, les 164 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui représentent 63 % des exportations agroalimentaires mondiales, se sont engagés à ne pas intervenir sur leurs marchés. En parallèle, les ministres de l'agriculture de 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont signé un accord contraignant pour garantir l'approvisionnement de 620 millions de personnes."*¹⁰

Avec le plan de "transition écologique" et la promotion d'une "économie verte", des efforts pour une réorganisation de l'économie - au moins à l'échelle de l'UE - vont être faits : avec le développement massif des télécommunications, l'application de la robotique et l'informatique, les nouveaux matériaux beaucoup plus légers, la biotechnologie, les drones, la voiture électrique etc., l'industrie lourde traditionnelle basée sur les combustibles fossiles tend à se périmer, y compris dans le domaine militaire. Imposer les "nouveaux standards" d'organisation économique devient un atout pour les pays centraux, notamment l'Allemagne, les États-Unis et la Chine.

La bourgeoisie va lutter pied à pied contre cette marée de fragmentation nationale de l'économie. Mais elle se heurte à la force accrue de sa contradiction historique entre la nature nationale du capital et la nature mondiale de la production. Cette tendance de chaque bourgeoisie à vouloir sauver son économie au détriment des autres est une tendance irrationnelle désastreuse pour tous les pays et pour

9. Cependant, au sein du parti démocrate les positions protectionnistes, similaires à celles de Trump, se développent. Deux congressistes démocrates ont présenté en mars 2020 une proposition de retrait des États-Unis de l'OMC.

10. *Política exterior*.

l'ensemble de l'économie mondiale (même s'il y aura des différences entre les pays). La tendance au "chacun pour soi", peut même être irréversible et l'irrationalité qui l'accompagne remet en question les leçons que la bourgeoisie avait tirées de la crise de 1929.

Comme le disait la Plateforme de l'Internationale Communiste, *"Le résultat final du mode de production capitaliste est le chaos"* ; le capitalisme a résisté à ce chaos de plusieurs façons pendant la période de décadence et a continué à résister pendant sa phase de décomposition. Des contre-tendances se manifesteront encore. Cependant la situation qui s'ouvre aujourd'hui est celle d'une aggravation importante du chaos, notamment sur le plan économique, ce qui est historiquement très dangereux.

Un cauchemar pour le prolétariat de tous les pays et notamment dans les pays centraux

La Résolution sur la situation internationale du 23^e Congrès du CCI donnait le cadre suivant :

"Concernant le prolétariat, ces nouvelles convulsions ne peuvent que se traduire par des attaques encore plus importantes contre ses conditions de vie et de travail sur tous les plans et dans le monde entier, en particulier :

- *par le renforcement de l'exploitation de la force de travail, par la poursuite de la baisse des salaires et l'augmentation des cadences et de la productivité dans tous les secteurs ;*

- *par la poursuite du démantèlement de ce qui reste du 'welfare state' (restrictions supplémentaires des différents systèmes d'indemnités accordées aux chômeurs, des aides sociales et des systèmes de retraite) ; et plus généralement l'abandon "en douce" du financement de toutes les formes d'aides ou de soutien social du secteur associatif ou parapublic ;*

- *la réduction par les États des coûts que représentent l'enseignement et la santé dans la production et l'entretien de la force de travail du prolétariat (et donc des attaques importantes contre les prolétaires de ces secteurs publics) ;*

- *l'aggravation et le développement*

encore plus grand de la précarisation comme moyen d'imposer et de faire peser le développement du chômage de masses dans toutes les parties de la classe ;

- les attaques camouflées derrière des opérations financières, telles que les taux d'intérêt négatifs qui érodent les petits comptes d'épargne et les régimes de retraite. Et bien que les taux officiels d'inflation des biens de consommation soient faibles dans de nombreux pays, les bulles spéculatives ont contribué à une véritable explosion du coût du logement ; - l'augmentation du coût de la vie et notamment des taxes et du prix des produits de première nécessité."

Ce cadre a clairement été confirmé, et la situation s'est sérieusement aggravée avec l'irruption de la pandémie. Le cœur de la situation économique est l'attaque contre les conditions de vie du prolétariat du monde entier.

Une paupérisation à grande vitesse

En 2019, selon l'ONU, 135 millions de personnes souffraient de la faim. En avril 2020, avec l'éclatement de la pandémie, l'ONU prévoit que 265 millions de personnes seront dans cette situation¹¹. La banque mondiale affirmait au mois de Mars que la population pauvre atteindrait 3,5 milliards de personnes avec une brusque accélération de plus de 500 000 par mois. Depuis lors, ce rythme semble s'être effectivement poursuivi, tout particulièrement en Amérique centrale et du Sud, ainsi qu'en Asie y compris aux Philippines, Inde et Chine. La paupérisation des travailleurs va s'accélérer, selon le Rapport de l'OIT *"la pression sur les revenus résultant du déclin de l'activité économique aura un effet dévastateur sur les travailleurs qui se trouvent près ou en dessous du seuil de pauvreté"*. Entre 8,8 et 35 millions de travailleurs supplémentaires seront en situation de pauvreté dans le monde, par rapport à l'estimation initiale pour 2020 (qui prévoyait une baisse de 14 millions dans le monde).

Un chômage massif

En Inde et en Chine, le nombre de prolétaires mis au chômage se compte selon le FMI par centaines de milliers.

Certains sites comme celui de *Business bourse* parlent de plusieurs millions d'ouvriers ayant perdu tout emploi en Chine. Tous ces chiffres sont vraiment à prendre avec beaucoup de prudence car ils varient souvent d'un site d'information à un autre. Ce qu'il faut retenir du phénomène, c'est sa massivité et sa rapidité d'extension qui sont dues au confinement et à l'arrêt d'une grande partie de l'activité économique mondiale. Pendant la même période, le chômage de masse a atteint 35 millions de personnes aux États-Unis et, malgré les aides exceptionnelles de l'État, les files d'attente devant les points de distribution de nourriture s'allongent de plus en plus, renvoyant aux images des années 1930 aux États-Unis. Le même phénomène se déroule au Brésil où les chômeurs ne sont même plus réellement recensés officiellement. En France, le chômage devrait concerner d'ici quelques mois près de 7 millions de personnes. L'explosion du chômage de masse prend le même rythme en Italie et en Espagne. Actuellement, les plans de licenciements massifs commencent à affluer comme dans le transport aérien et la construction aéronautique. Mais également dans l'automobile, la production pétrolière etc. La liste va s'allonger encore dans la période à venir.

Une précarité généralisée

Dans une première évaluation des conséquences de la pandémie, l'OIT (Organisation Internationale du Travail) estimait que la pandémie provoquerait la perte définitive de 25 millions d'emplois dans le monde, tandis que la précarité augmenterait brutalement : *"Le sous-emploi devrait également augmenter de manière exponentielle, car les conséquences économiques de l'épidémie de virus se traduisent par des réductions des heures de travail et des salaires. Dans les pays en développement, les restrictions à la circulation des personnes (par exemple, des prestataires de services) et des biens peuvent cette fois-ci annuler l'effet tampon que le travail indépendant a habituellement dans ces pays"*¹². De plus, dans l'économie informelle, des dizaines de milliers de travailleurs - qui ne rentrent dans aucune statistique et autre soutien financier de l'État - se retrouvent sans

activité. Pour le moment, il est trop tôt pour avoir une idée du niveau de détérioration global du niveau de vie.

Des attaques sur tous les plans

À travers la baisse de salaires, l'augmentation des horaires de travail, des impôts, la baisse des retraites et des allocations sociales, Il apparaît également que la bourgeoisie cherche à allonger le temps de travail réel (comme en France). Mais il s'agit également de faire baisser le salaire direct notamment par de nouveaux impôts "justifiés" par la pandémie. L'Union européenne par exemple étudie très sérieusement un impôt Covid, tout un programme !

L'endettement est toujours plus colossal, entraînant nécessairement une contrepartie : l'aggravation des mesures d'austérité contre les travailleurs. C'est dans ce cadre qu'il nous faut examiner la signification du revenu universel, un moyen de contenir les tensions sociales et de porter un coup important aux conditions de vie de la classe ouvrière. C'est un pas supplémentaire organisé par l'État vers la paupérisation universelle.

Dans les pays centraux et notamment en Europe de l'Ouest, la bourgeoisie essaiera de porter le plus judicieusement ses attaques et de faire en sorte que celles-ci soient menées d'une façon "politique", en provoquant les plus grandes divisions au sein du prolétariat. Bien que la marge de manœuvre de la bourgeoisie sur ce terrain tendra de plus en plus à s'amoindrir, il ne faut pas perdre de vue que : *"les pays les plus développés de l'Europe du Nord, les États-Unis ou le Japon sont encore très loin d'une telle situation et il est plus qu'improbable qu'ils y parviennent un jour, d'une part, du fait de la plus grande résistance de leur économie nationale face à la crise, d'autre part, et surtout, du fait qu'aujourd'hui le prolétariat de ces pays, et particulièrement ceux d'Europe, n'est pas prêt à accepter un tel niveau d'attaques contre ses conditions d'existence. Ainsi, une des composantes majeures de l'évolution de la crise échappe au strict déterminisme économique et débouche sur le plan social, sur le rapport de forces entre les deux principales classes de la société"*-(Résolution sur la situation internationale du 20^e Congrès du CCI).

11. Política exterior.

12. Rapport de l'OIT de mars 2020.



La grande dépression des années 1930

1933 - Des marcheurs de la faim en route pour un rassemblement à Hyde Park



1931 - Une foule immense de travailleurs se rassemble sur les quais de Londres dans l'espoir d'obtenir du travail



1932 - Une foule de grévistes en colère au Capitole

Rapport sur la lutte de classe

(Juillet 2020)

Événement majeur survenu pendant la phase de décomposition, le Covid 19 est l'événement le plus important pour la classe ouvrière mondiale depuis 1989. Cette pandémie est à la fois le produit de la décomposition du capitalisme et un facteur essentiel de son aggravation, en particulier du fait de son impact sur les conditions de vie des prolétaires. Les répercussions de cette pandémie, qui sont d'ores et déjà d'une importance historique considérable, ouvrent une ère complètement inédite pour la classe exploitée.

La pandémie n'est pas encore parvenue à son pic dans plusieurs parties du monde et personne, pas même les spécialistes en médecine, ne peut prédire si la situation actuelle sera suivie d'une seconde vague partout sur la planète ni quel sera le comportement ultérieur du virus. Pour l'économie capitaliste et la classe dominante, c'est aussi le saut dans l'inconnu : les conséquences économiques vont être dévastatrices, mais, là aussi, personne ne peut encore à ce stade en cerner l'ampleur et la profondeur. L'ensemble du système et de la société capitalistes basculent dans une situation entièrement nouvelle, particulièrement mouvante, instable, où *"rien ne sera plus comme avant"*.

Dans ces circonstances appelées à durer concernant l'évolution de la situation sur ses différents plans, l'organisation des révolutionnaires doit se garder de jugements précipités et avoir en tête l'impossibilité de faire des pronostics définitifs, particulièrement sur le plan de la lutte des classes.

Toutefois, elle n'aborde pas cette situation démunie et sans arme. Son cadre politique ainsi que la méthode marxiste sont les points d'appui qui lui permettent de comprendre :

- quelle est la situation politique du prolétariat au moment où il est ébranlé par la pandémie ;

- les répercussions de cette pandémie sur les conditions dans lesquelles la classe ouvrière subit le choc brutal de l'accélération de la décomposition du capitalisme, la façon dont elle va impacter la récession économique, les inévitables et colossaux obstacles que le prolétariat va rencontrer sur son chemin.

I. Le rapport de force entre les classes immédiatement avant la pandémie

A. Le cadre du 23^e Congrès du CCI

"Du fait de la grande difficulté actuelle de la classe ouvrière à développer ses luttes, de son incapacité pour le moment à retrouver son identité de classe et à ouvrir une perspective pour l'ensemble de la société, le terrain social tend à être occupé par des luttes interclassistes particulièrement marquées par la petite bourgeoisie. Cette couche sociale sans devenir historique ne peut que véhiculer l'illusion d'une possibilité de réformer le capitalisme en revendiquant un capi-

talisme "à visage humain", plus démocratique, plus juste, plus propre, plus soucieux des pauvres et de la préservation de la planète. (...)

Face à l'accélération des attaques économiques contre la classe exploitée, et au danger du resurgissement des luttes ouvrières, la bourgeoisie cherche aujourd'hui à gommer les antagonismes de classe. En tentant de noyer et diluer le prolétariat dans "la population des citoyens", la classe dominante vise à l'empêcher de retrouver son identité de classe. La médiation internationale du mouvement

des Gilets Jaunes révèle que c'est une préoccupation de la bourgeoisie de tous les pays. (...)

Seul le prolétariat porte en lui une perspective pour l'humanité et, en ce sens, c'est dans ses rangs qu'il existe les plus grandes capacités de résistance à cette décomposition. Cependant, lui-même n'est pas épargné, notamment du fait que la petite-bourgeoisie qu'il côtoie en est justement le principal véhicule. Durant cette période, son objectif sera de résister aux effets nocifs de la décomposition en son propre sein en ne comptant que sur ses propres forces, sur sa capacité à se battre de façon collective et solidaire en défense de ses intérêts en tant que classe exploitée" (La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste : Revue internationale n° 107).

"Le combat pour l'autonomie de la classe du prolétariat est crucial dans cette situation imposée par l'aggravation de la décomposition du capitalisme :

- contre les luttes interclassistes ;*
- contre les luttes parcellaires mises en avant par toutes sortes de catégories sociales donnant une fausse illusion de "communauté protectrice" ;*
- contre les mobilisations sur le terrain pourri du nationalisme, du pacifisme, de la réforme "écologique", etc.*

(...) Malgré ses difficultés internes et la tendance croissante à la perte de contrôle de son appareil politique, la bourgeoisie a été capable de retourner les manifestations de la décomposition de son système contre la conscience et l'identité de classe du prolétariat. La classe ouvrière n'a donc pas encore surmonté le profond recul qu'elle a subi depuis l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes stalinien. Et ce d'autant plus que les campagnes démocratiques et anti-communistes, entretenues sur le long terme, ont été régulièrement remises au goût du jour (par exemple à l'oc-

casion du centenaire de la Révolution d'Octobre 1917).

12) Néanmoins, malgré trois décennies de recul de la lutte de classe, la bourgeoisie n'est pas parvenue à infliger jusqu'à présent une défaite décisive à la classe ouvrière, comme ce fut le cas dans les années 1920-30. Malgré la gravité des enjeux de la période historique actuelle, la situation n'est pas identique à celle de la période de contre-révolution. Le prolétariat des pays centraux n'a pas subi de défaite physique (comme ce fut le cas lors de l'écrasement sanglant de la révolution en Allemagne au cours de la première vague révolutionnaire de 1917-23). Il n'a pas été massivement embrigadé derrière les drapeaux nationaux. La grande majorité des prolétaires ne sont pas prêts à sacrifier leur vie sur l'autel de la défense du capital national. Dans les grands pays industrialisés, aux États-Unis comme en Europe, les masses prolétariennes n'ont pas adhéré aux croisades impérialistes (et soi-disant "humanitaires") de "leur" bourgeoisie nationale." (...)

L'aggravation inexorable de la misère, de la précarité, du chômage, les atteintes à la dignité des exploités dans les années à venir constituent la base matérielle qui pourra pousser les nouvelles générations de prolétaires à retrouver le chemin des combats menés par les générations précédentes pour la défense de toutes leurs conditions d'existence. Malgré tous les dangers qui menacent le prolétariat, la période de décomposition du capitalisme n'a pas mis fin aux "circonstances" objectives qui ont constitué l'aiguillon des combats révolutionnaires du prolétariat depuis le début du mouvement ouvrier.

13) L'aggravation de la crise économique a d'ores et déjà fait apparaître une nouvelle génération sur la scène sociale, même si c'est encore de façon très limitée et embryonnaire : en 2006, le mouvement des étudiants en France contre le CPE, suivi cinq ans plus tard par le mouvement des "Indignés" en Espagne." Résolution sur le rapport de forces entre les classes, 23e congrès du CCI. *Revue internationale* n° 164).

B. Le mouvement contre la réforme des retraites en France, situation spécifique ou indice de changements dans la lutte de classe internationale ?

Ce cadre a dû être actualisé avec le surgissement de manifestations de luttes ouvrières, en France de même qu'au plan international, montrant :

- La capacité de ces luttes à se situer sur le terrain de classe du prolétariat en réponse aux attaques ou à la dégradation des conditions de travail, des salaires ; contre les effets de la crise économique ;

- La capacité du prolétariat à parvenir à se frayer un chemin au milieu des conditions historiques défavorables de la décomposition du capitalisme (qui se sont encore aggravées) et de l'influence négative et délétère des luttes interclassistes dans lequel ses parties les plus faibles risquent de se noyer. En dépit des efforts de la classe dominante en France pour renforcer l'influence de l'interclassisme délétère des Gilets Jaunes au sein de la classe ouvrière, cette influence est restée très marginale ; la classe ouvrière a montré, en luttant, sa résilience à l'influence du populisme en général et n'apparaît pas totalement gangrenée par celui-ci.

Notre méthode, nos critères d'analyse utilisés en 2003 pour identifier le tournant dans la lutte des classes permettent ainsi d'évaluer :

- La dimension des changements opérés dans la lutte des classes dans la période 2018 / printemps 2019 pour "culminer" avec le mouvement contre la réforme des retraites en France à l'automne 2019 / hiver 2020,

- En quoi ces changements consistent effectivement, en quoi ils confirment la poursuite du processus, lent heurté et hétérogène, débuté en 2003, du développement de la lutte des classes.

En premier lieu, dans le rapport sur l'évolution de la lutte de classe dans le contexte des attaques généralisées et de la décomposition avancée du capitalisme (réunion du Bureau International d'octobre 2003), le CCI fait de "la simultanéité des mouvements en France et en Autriche", pourtant ténue et réduite à la situation dans

deux pays, un critère important de l'analyse de la situation. La situation de fin 2019-début 2020 a été marquée par des manifestations de combativité ouvrière en particulier en Europe et en Amérique du Nord :

- En Europe : le mouvement en France contre la réforme des retraites, la grève des postes et des transports en Finlande.

- Aux États-Unis et en Amérique du Nord : "Ces deux dernières années, le nombre de mobilisations massives et le soutien apporté aux syndicats ont atteint des proportions inédites depuis plusieurs décennies. Les enseignants et les travailleurs de l'automobile, de l'hôtellerie et d'autres secteurs ont rassemblé sur les piquets de grève des foules jamais vues depuis le milieu des années 1980." . General Motors : "la grève la plus massive de ces dernières 50 années, et la première qui a eu lieu aux États-Unis en 12 ans, après une période où la classe ouvrière ne s'est guère mobilisée au niveau international" (D'après la chaîne d'information NBC) ; "la grève la plus massive depuis 50 ans, et la première aux États-Unis depuis 12 ans, après une période de faible mobilisation internationale de la classe ouvrière".¹ Il y a eu aussi la grève massive en janvier 2020 des 30 000 professeurs du secteur public à Los Angeles, dans le deuxième plus grand bassin de population des États-Unis, une première depuis 30 ans et jamais vue depuis 1989.

Dans son rapport de 2003, le CCI mettait en perspective "l'impossibilité croissante pour la classe – en dépit de son manque persistant de confiance en elle – d'éviter la nécessité de lutter face à l'aggravation dramatique de la crise et au caractère de plus en plus massif et généralisé des attaques."

- Le développement des luttes montre alors que la classe ouvrière et la lutte des classes sont toujours vivantes ;

- Cela confirme le rôle d'aiguillon joué par la crise économique poussant la classe à manifester sa résistance aux attaques de la crise et sa volonté de riposter ; il exprime le retour d'une

1. Grève chez General Motors: les syndicats divisent les travailleurs et les montent les uns contre les autres (Revolución Mundial, Section du CCI au Mexique, 21 novembre 2019)

combativité qui n'avait pas été vue dans la classe ouvrière depuis plus d'une décennie, ou même depuis les années 1980-90.

- Ces luttes se développent sur le terrain de classe, une condition essentielle pour la récupération de l'identité de classe face à tous les pièges de l'interclassisme et au poids général de la décomposition États-Unis).

- Cette situation s'est vérifiée essentiellement dans les fractions du prolétariat occidental. Par contre, en Chine ou en Asie du Sud-Est, ainsi qu'en Inde ou en Amérique Latine (à part quelques exceptions) il n'y pas eu de luttes plus importantes.

C. Le processus en cours d'une maturation souterraine dans la classe ouvrière

En 2003, l'insistance est portée non pas sur le rythme de développement de la combativité mais sur la question de la conscience :

- Sur les **changements intervenant au plan de la conscience** : *"Ce changement affecte non seulement la combativité de la classe mais aussi l'état d'esprit en son sein, la perspective dans laquelle se déroulent ses actions, signes de perte d'illusions (...) de tels tournants dans la lutte de classe – même s'ils sont déclenchés par une aggravation immédiate des conditions matérielles, sont toujours le résultat de changements sous-jacents dans la vision de l'avenir. (...) La classe ouvrière a une mémoire historique : avec l'approfondissement de la crise, cette mémoire commence lentement à être activée. Le chômage massif et les coupes dans les salaires aujourd'hui font resurgir les souvenirs des années 1930, des visions d'insécurité et de paupérisation généralisées. Aujourd'hui, l'avancée qualitative de la crise peut permettre que des questions comme le chômage, la pauvreté, l'exploitation soient posées de façon plus globale et politique : les retraites, la santé, l'entretien des chômeurs, les conditions de vie, la longueur d'une vie de travail, le lien entre les générations. Sous une forme très embryonnaire, c'est le potentiel qui a été révélé dans les derniers mouvements en réponse aux attaques contre les retraites."*²

2. Rapport sur L'évolution de la lutte de classe

- La nécessité pour le prolétariat de récupérer son identité de classe :

"Les combats actuels sont ceux d'une classe qui doit encore reconquérir, même de façon rudimentaire, son identité de classe." (Ibid). Le point essentiel du mouvement contre la réforme des retraites en France a justement consisté dans la tendance à la récupération de l'identité de classe : *"La renaissance de ce sentiment d'appartenir à une même classe, de tous être frappés par la même exploitation, les mêmes attaques iniques des gouvernements successifs, de pouvoir enfin se rassembler dans la rue avec les mêmes mots d'ordre, les mêmes revendications, (...) ce besoin et cette envie d'être solidaires dans la lutte"*³

- *"L'importance des luttes aujourd'hui, c'est qu'elles peuvent être la scène du développement de la conscience de classe. La question fondamentale en jeu – la reconquête de l'identité de classe – est extrêmement modeste. Mais derrière l'identité de classe, il y a la question de la solidarité de classe – la seule alternative à la folle logique bourgeoise de compétition, de chacun pour soi. Derrière l'identité de classe, il y a la possibilité de la réappropriation des leçons des luttes passées, et de réactiver la mémoire collective du prolétariat."*⁴

Le combat de la classe ouvrière en France de 2019-20 a exprimé de façon très claire la recherche de la solidarité et de l'extension des luttes ; c'était aussi le cas en Finlande : en solidarité avec les salariés d'une filiale de la Poste à qui on a infligé baisse de 30% des salaires, *"les travailleurs se mirent en grève le 11 novembre. Pendant près de 2 semaines ce furent 10 000 postiers qui suivirent le mouvement, en solidarité avec les travailleurs menacés et pour revendiquer des hausses de salaire. Mais le conflit s'étendit au-delà de la Poste : des grèves de solidarité se déclenchèrent le 25/11 dans les transports terrestres et aériens, les ferrys, etc. Quand se profila la menace d'un blocage des ports, voire*

dans le contexte des attaques généralisées et de la décomposition avancée du capitalisme (BI plénier d'octobre 2003).

3. "Seule la lutte massive et unie peut faire reculer le gouvernement !" (13 January 2020) *Révolution Internationale* n°480

4. "Finlande: Vague de grèves au "pays le plus heureux du monde".

d'une grève générale, la direction de la Poste retira son projet" (article du PCInt.)

Face aux attaques violentes impulsées par la crise et la classe dominante, le prolétariat et en dépit des défaites (France, États-Unis) qu'il a subies, le prolétariat manifeste un refus de se résigner aux conditions qui lui sont faites et est traversé par un effort de prise de conscience sur comment lutter et renforcer la lutte.

D. Les indices d'un changement d'état d'esprit dans la classe ouvrière

Tout montre dans la réaction de la bourgeoisie qu'elle ne s'attend pas alors à ce que ce soit temporaire. Cela ne débouche pas sur la nécessité d'une adaptation complète de son appareil politique comme nous l'avons vu dans les années 1980, mais néanmoins les syndicats adoptent une posture plus "lutte de classe" et même certaines forces parlementaires se positionnent de cette façon.

Donc le changement d'état d'esprit dans la classe ouvrière est une réalité qui a franchi des étapes depuis 2003, et la bourgeoisie l'a bien compris, constatant la recherche de solidarité et la volonté existante de développer la lutte.

Le changement actuel pose les problèmes d'une manière plus large qu'en 2003. Le processus de maturation souterraine n'est pas du tout homogène et est plus évident dans certaines régions du monde que dans d'autres. Par exemple, aux États-Unis, où l'on peut observer le développement, petit mais significatif, d'un milieu de jeunes qui cherchent à s'engager sur les positions de la gauche communiste.

II. L'impact de la pandémie sur la lutte de classe

La pandémie intervient dans ce contexte où la lutte de classe en France et internationalement avait montré un changement d'état d'esprit dans la classe ouvrière marqué par la colère, le mécontentement, mais aussi une volonté de riposter aux attaques de la bourgeoisie, se traduisant par un développement de la combativité (et même de début de prises d'initiative) et aussi un début de réflexion au sein de prolétariat sur l'absence de perspective dans le capitalisme. Mais ce processus n'en est qu'à son tout début, tout juste amorcé par la classe.

A. Une situation inédite pour le prolétariat

Même si l'exposition aux épidémies fait partie des conditions de vie du prolétariat, elle fait face à une situation inédite : une pandémie mondiale nécessitant le confinement général (une majeure partie de l'humanité) et la mise à l'arrêt quasi-total de l'économie capitaliste.

Cette pandémie a une importance internationale pour toute la classe ouvrière. La spécificité de cette pandémie est qu'elle constitue un défi direct pour la santé et la vie des travailleurs. À un niveau immédiat, pour les travailleurs de la santé, contraints d'y faire face sans le matériel nécessaire, et pour le reste du prolétariat également. Dans une situation qui possède des analogies avec une situation de guerre, la population est confrontée à la mise en danger de sa vie et à la peur pour sa vie.

- L'impact de la pandémie n'est pas identique dans toutes les parties du monde. Partie de Chine, où on assiste à un certain retour de l'épidémie à Pékin et du confinement dans la capitale, la vague épidémique s'est déplacée vers l'Europe puis les États-Unis, et exerce ses ravages en Amérique Latine, au Brésil en particulier ; elle a commencé à frapper le reste du monde (Inde). Le prolétariat n'est donc pas partout, de façon immédiate, confronté au même impact. On ne sait pas encore ce qu'il adviendra ensuite d'une deuxième vague ou si le Covid deviendra endémique, saisonnier.

- L'impact du confinement sur la classe ouvrière n'a pas non plus été

identique dans les différentes parties du monde. Carrément impossible dans maintes parties du monde contraintes à la vie au jour le jour, cet impact n'a pas le même effet de propulsion de parties entières de la population dans la paupérisation en fonction des moyens de protection sociaux et sanitaires des différents États.

- Dans le contexte où l'avancée de la décomposition capitaliste dans de nombreuses parties du monde s'était déjà traduite par de nombreuses secousses et mouvement sociaux de diverse nature affectant et mettant en danger la cohésion de la société capitaliste (le Covid ne pouvant qu'accélérer ces tendances), la décision éminemment politique du confinement général s'est imposée à la majorité de la bourgeoisie mondiale comme unique moyen (comparable à celui du passé) à la disposition des États pour faire face à la situation. Dans ces conditions, rester inactive face à la pandémie contenait le risque pour la bourgeoisie d'une altération catastrophique de sa crédibilité et de sa capacité à assurer idéologiquement la direction de la société, ce qui signifiait une menace pour sa domination de classe. Il lui fallait en outre renforcer le corset de fer du contrôle étatique sur la société pour en maintenir la cohésion face aux tendances au chaos pouvant survenir et nécessitant le contrôle des États sur les couches opprimées, et la classe exploitée en particulier.

B. Quelles similitudes et différences avec les situations de crises en 1989 et 2008 ?

Quel impact sur la conscience, la combativité de la classe ouvrière ? Quel impact sur la crédibilité de la bourgeoisie et l'efficacité de ses campagnes idéologiques, la façon dont la bourgeoisie présente et utilise les différentes crises ? 2020 doit-il voir se répéter un scénario identique à 1989 de régression de la conscience et de recul de la combativité ouvrière à une échelle historique ?

Le contexte pour le prolétariat est très différent tant au plan de la situation objective de l'état de la société capitaliste, que de la situation politique de la classe ouvrière : 1989 et 2020 re-

présentaient deux événements historiques, de portée mondiale : l'un, 1989, comme inauguration d'une nouvelle phase dans l'histoire de la décadence du capitalisme ; l'autre, 2020, comme événement historique le plus important au sein de la phase de décomposition, marquant une étape de son évolution.

1) *"L'effondrement spectaculaire du bloc de l'Est et des régimes stalinien en 1989, a porté un coup brutal à la dynamique de la lutte de classe, modifiant ainsi de façon majeure le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie au bénéfice de cette dernière. (...) Il a permis à la classe dominante de mettre un terme à la dynamique de la lutte de classe qui, avec des avancées et des reculs, s'était développée pendant deux décennies."* (Résolution sur le rapport de forces entre les classes ; 2019 ; 23^{ème} congrès du CCI ; *Revue internationale* n° 164).

Cela n'a été possible que parce cet effondrement d'une partie du monde capitaliste qui n'a eu lieu ni sous les coups de la lutte des classes ni de la guerre impérialiste, pouvait apparaître comme une sorte d'événement "extérieur" aux rapports capitalistes. En lui-même cet événement ne pouvait qu'avoir un impact négatif sur la classe ouvrière.

En 2020, l'origine capitaliste de la pandémie est beaucoup plus difficile à masquer. Il est certain que la source de la pandémie est le sujet des tensions impérialistes entre la Chine et les États-Unis et la proie des théories complotistes qui, de marginales qu'elles étaient, sont devenues dominantes, de plus en plus encouragées par des chefs d'État comme Trump. Néanmoins l'ampleur de la catastrophe fait apparaître la responsabilité des politiques d'austérité et l'incurie de tous les États capitalistes.

2) À la prétendue "faillite du communisme" la bourgeoisie pouvait opposer la victoire du capitalisme occidental qui semblait être renforcé en proclamant l'ouverture d'une ère de paix, de démocratie, de prospérité. Cet événement n'a non seulement pas été considéré comme un échec du capitalisme, (car économiquement la situation n'a pas conduit à une crise économique dans les années qui ont suivi l'implosion du bloc de l'Est), mais a donné lieu et a été utilisé com-

me une attaque idéologique contre la classe ouvrière. Cet événement a été en effet présenté comme une preuve de la supériorité du capitalisme.

Aujourd'hui rien de tel. Les trois décennies de crise économique et d'austérité, de dégradation des conditions de vie du prolétariat, ont conduit à une perte d'illusions suivant laquelle le capitalisme offrirait une place au prolétariat. Cette perte d'illusions a conduit à une prise de conscience embryonnaire de l'impasse et de l'absence de perspective qu'offre le capitalisme. Au contraire, on assiste de plus en plus à un affaiblissement du capitalisme dans la capacité idéologique à masquer sa faillite.

En 1989, *"la bourgeoisie a pu exploiter cet événement pour déclencher une gigantesque campagne idéologique visant à perpétuer le plus grand mensonge de l'Histoire : l'identification du communisme au stalinisme. Ce faisant, la classe dominante a porté un coup extrêmement violent à la conscience du prolétariat. Les campagnes assourdissantes de la bourgeoisie sur la prétendue "faillite du communisme" ont provoqué une régression du prolétariat dans sa marche en avant vers sa perspective historique de renversement du capitalisme. Elles ont porté un coup à son identité de classe. Ce profond recul de la conscience et de la lutte de classe s'est manifesté par une baisse de la combativité ouvrière dans tous les pays, un renforcement des illusions démocratiques, un très fort regain de l'emprise des syndicats et une très grande difficulté du prolétariat à reprendre le chemin de ses luttes massives malgré l'aggravation de la crise économique, la montée du chômage, de la précarité, et la dégradation générale de toutes ses conditions de vie dans tous les secteurs et tous les pays."* (Résolution sur le rapport de force entre les classes ; 23^{ème} congrès du CCI, *Revue internationale* n° 164).

- L'impact de cet effondrement s'est produit *"alors que la 3e vague de luttes commençait à s'épuiser vers la fin des années 1980"* (Ibid). La dynamique internationale actuelle est celle d'une reprise balbutiante des combats ouvriers, du début d'un processus de luttes.

- 1989 a marqué le point de départ du coup porté à l'identité de classe ;

2020 voit les débuts d'une dynamique de récupération de l'identité de classe.

- 1989 a marqué *"un renforcement des illusions démocratiques, un très fort regain de l'emprise des syndicats"* (Ibid) – En 2020 en France, la question clé était la suivante : comment établir un rapport de forces qui obligerait le gouvernement à reculer face à sa réforme des retraites.

- En 2008 encore *"Avec la faillite de la banque Lehman Brothers et la crise financière de 2008, la bourgeoisie a pu enfoncer encore un coin dans la conscience du prolétariat en développant une nouvelle campagne idéologique à l'échelle mondiale destinée à instiller l'idée (mise en avant par les partis de gauche) que ce sont les "banquiers véreux" qui sont responsables de cette crise, tout en faisant croire que le capitalisme est personnifié par les traders et le pouvoir de l'argent."*

La classe dominante a pu ainsi masquer les racines de la faillite de son système. Elle a cherché d'une part, à amener la classe ouvrière sur le terrain de la défense de l'État "protecteur" ... à renforcer son impuissance face à un système économique impersonnel dont les lois générales s'apparentent à des lois naturelles qui ne peuvent être contrôlées ou modifiées." (Ibid, pt 8). L'État a été présenté dans cette crise comme une sorte de protection pour les travailleurs individuels. L'alternative présentée était donc de "nettoyer" le capitalisme – par exemple dans le mouvement Occupy Wall Street - en se retournant contre le secteur bancaire.

Aujourd'hui, la bourgeoisie ne dispose plus des mêmes marges de manœuvres pour masquer sa faillite et en retourner certains effets ou aspects idéologiques contre le prolétariat :

- S'il n'est pas immédiatement perceptible que le Covid a été produit par les conditions du mode de production capitaliste en décomposition, le capitalisme apparaît plus clairement dans certaines parties de la classe ouvrière comme responsable des effets de la pandémie même si l'aggravation actuelle de la crise économique peut encore être imputée au virus.

- La politique de décennies d'attaques et de mesures d'austérité dans le démantèlement du secteur hospitalier a contribué à l'ampleur de la crise sa-

nitaire.

- Les états démocratiques, les "démocraties" ou les états dirigés par des populistes ont tous été marqués par le même mépris de la vie humaine, mais fondamentalement les démocrates et les libéraux ont rependu les mêmes mensonges et fait la preuve des mêmes incuries.

- En dépit des efforts pour cacher que la récession est le fruit de la crise historique de son système, la bourgeoisie ne parvient pas à effacer complètement la réalité, à savoir que la récession avait commencé avant la pandémie.

L'ensemble des mesures économiques "d'accompagnement" prises par les principaux États centraux pour atténuer l'impact immédiat des brusques pertes d'emplois ou de revenus par de vastes secteurs de la classe ouvrière (notamment les garanties de revenus minimums pour les chômeurs, les indemnités d'État pour permettre le chômage technique ou partiel, la création d'aides, etc.) même plus symboliques (comme aux États-Unis où il n'existe pas la même protection sociale qu'en Europe), confirme les analyses du CCI. Cette politique extrêmement prudente de la part de la classe dominante est en partie motivée par le besoin d'éviter l'effondrement des secteurs clés de l'économie, mais elle montre que :

- La bourgeoisie est consciente d'être loin d'avoir affaire à une classe ouvrière battue, à qui elle pourrait se permettre d'imposer facilement n'importe quelle mesure de dégradation de ses conditions ou même de l'embrigher dans ses projets impérialistes.

- La circonspection de la bourgeoisie par rapport à de possibles réactions de la classe exploitée ;

La violence des attaques contre la classe ouvrière et les mesures prises par la bourgeoisie de tous les pays, sa tentative de créer une certaine union nationale, le renforcement du contrôle de l'État policier, l'intimidation et la stigmatisation qu'a voulu mettre en œuvre les États capitalistes n'ont pas réussi à :

- Effacer la colère et le mécontentement dans une partie de la classe ouvrière par rapport aux mesures qu'a prises l'État avant la pandémie (notamment contre le secteur hospitalier), et le fait que pendant la pandémie une

partie de la classe ouvrière a été sacrifiée pour faire face aux dangers de la maladie.

- Effacer l'indignation et la colère sur la façon dont la bourgeoisie a géré la crise sanitaire, notamment avec la décision de sacrifier une partie de la classe ouvrière comme les vieux et les malades.

3) La perte de confiance envers l'État capitaliste.

Alors qu'en 2015 la crise migratoire et les attentats terroristes avaient conduit à un réflexe dans la classe ouvrière à rechercher la protection de l'État capitaliste, le rôle de l'État comme défenseur des seuls intérêts de la classe dominante a largement fissuré le mythe de l'État protecteur.

- La minimisation de la pandémie par tous les gouvernements dans tous les pays (allant jusqu'au déni de son danger par les gouvernements populistes) pour retarder la prise de mesures sanitaires, puis la volonté de redémarrer le plus vite possible et coûte que coûte l'activité économique, ont montré que la préoccupation de l'État pour la santé publique ("éviter que le remède soit pire que le mal") n'était pas grand-chose par rapport aux nécessités de sauver les profits de la classe dominante.

- La volonté de l'État de sacrifier une partie de la force de travail, et en tout premier lieu le personnel soignant et de "première ligne" (caissières, etc.) sur l'autel de la défense du capital national (sous la contrainte de lois ou de l'état d'urgence) n'est pas passée inaperçue.

- Les mensonges répétés des gouvernements sur le nombre réel de victimes, ou pour masquer l'incurie de l'État : l'impréparation et l'improvisation pour faire face à l'épidémie, l'état déplorable du système hospitalier ou la pénurie de matériel ont profondément alimenté la défiance et la colère vis-à-vis de l'État qui a dû se dissimuler derrière le paravent de "conseils scientifiques" pour faire accepter ses décisions.

Donc, il apparaît assez clairement que la classe ouvrière n'est pas prête à accepter les sacrifices que va lui demander la bourgeoisie. Malgré le fait que la classe bourgeoise rende responsable le virus des terribles effets de la crise, elle ne pourra pas cacher sa

responsabilité dans toute cette catastrophe.

C. Quelles perspectives pour la classe ouvrière ?

Le prolétariat se trouve dans une situation complexe face aux effets combinés et simultanés de :

- La confrontation à une situation inédite : la pandémie dévastatrice, produit et accélérateur de la décomposition du capitalisme ;

- L'accélération vertigineuse de la crise économique et la plongée dans les abysses d'une récession (dont le pire reste venir) sans précédent historique depuis 1929 et comparable à la Grande Dépression ; et donc à la violence des attaques contre ses conditions de vie ;

L'explosion de mouvements sociaux produits par l'aggravation significative de la décomposition et la tendance de plus en plus manifeste de la bourgeoisie à perdre le contrôle sur son système, à parvenir à maintenir une cohésion sociale, s'exprime désormais dans les pays centraux eux-mêmes.

Un changement dans les conditions objectives pour la lutte du prolétariat :

En 1989, les conséquences pour la classe ouvrière à l'échelle mondiale ont été très différentes à l'Ouest et à l'Est ; le développement de la Chine a été permis par l'irruption de la phase de décomposition du capitalisme, charriant l'illusion d'un capitalisme juvénile, capable de se développer contrairement à 2020 : le prolétariat sera partout frappé par une tendance mondiale et générale à des attaques drastiques dignes des années 1930 et en tout cas inédites depuis la Seconde guerre mondiale..

Alors que, dans l'analyse de la situation du prolétariat, nous avons constamment mis en avant :

- La capacité de la bourgeoisie à reporter les effets de la crise économique à la périphérie de son système (ce qui a été encore le cas en 2008) ;

- Sa capacité à ralentir et à étaler dans le temps l'enfoncement dans la crise économique de façon à planifier ses attaques en déployant tous les moyens pour éviter une riposte unifiée de la classe ouvrière et une réappropriation des buts politiques ultimes de son combat contre le capitalisme.

Aujourd'hui, nous devons analyser et comprendre ce qui change ou non, et dans quelle mesure, dans la situation actuelle. Notamment le fait qu'à la différence des situations passées, toutes les parties du monde sont affectées par l'enfoncement brutal dans la crise (la Chine, les USA, l'Europe de l'ouest, les pays émergents) et que la bourgeoisie doit, tôt ou tard, attaquer massivement et simultanément le prolétariat de façon accélérée ;

L'impact immédiat de la pandémie et du développement de la récession :

- Les conditions du confinement ne permettent pas le développement de luttes ouvrières, même si dans plusieurs pays, en particulier les secteurs exposés, il y a eu des mouvements pour exiger des moyens de protection sur les lieux de travail ;

- Au niveau immédiat, là où la pandémie s'est étendue, c'est un coup contre la possibilité des premiers signes de réveil de la classe ouvrière avec le début de changement d'état d'esprit en Europe dans les mouvements en France, et ailleurs internationalement. Cela ne signifie pas que tout a été immédiatement oublié - la combativité, la colère, la réflexion, mais cela a été un coup majeur contre les potentialités de développement de la lutte et de la combativité de façon immédiate :

- La violence des attaques (baisse drastique des salaires, hausse du chômage de masse, avec la décimation des secteurs entiers et le chantage à l'emploi) a comme conséquence que la riposte de la classe ouvrière à cette situation risque d'être différée.

L'impact de la pandémie sur la conscience de la classe ouvrière

Si la classe ouvrière ne va pas développer immédiatement une riposte face aux attaques économiques, il faut tenir compte des éléments suivants :

- La pandémie a mis à jour le fait que le fonctionnement du système capitaliste est entièrement dépendant du travail "indispensable" de la classe qu'il exploite. Pour faire face aux effets dramatiques de la pandémie, la bourgeoisie a été contrainte de mettre en avant des secteurs de la classe ouvrière, qui jusque-là étaient dévalorisés ou considérés. Il en est ainsi du personnel de santé, celui de l'éduca-

tion, le personnel des transports etc. Ce qui a permis aux ouvriers de ces secteurs de commencer à comprendre leur rôle irremplaçable dans la vie du capitalisme. Cela constitue, potentiellement, un premier pas sur la capacité de la classe ouvrière à retrouver son identité de classe ;

- Le processus de réflexion qui existait dans la classe ouvrière avant la pandémie sur l'absence de perspective offerte par le capitalisme, n'a pas été gommé par les campagnes idéologiques de culpabilisation de la classe ouvrière et le contrôle étatique ne peut qu'être renforcé par l'incurie de la bourgeoisie dans la gestion de la crise sanitaire ;

- Les travailleurs voient que la bourgeoisie défend son intérêt capitaliste en les obligeant à reprendre le travail, dans les terribles conditions sanitaires. C'est un premier pas pour voir le conflit existant entre les besoins du profit et les besoins humains, et donc un élément de la maturation souterraine de la conscience. Au cours du confinement, un rassemblement des travailleurs hospitaliers a lancé le slogan "la maladie, c'est le capitalisme, le vaccin, c'est la révolution". La classe ouvrière n'est pas prête à oublier ce qui s'est passé pendant la pandémie ; ce n'est pas une classe basée sur la vengeance, mais elle a vu la négligence criminelle de la bourgeoisie et sa volonté de mettre en péril la vie des travailleurs. Elle n'oubliera pas ceux qui sont morts.

La pandémie a-t-elle été un facteur de prise de conscience ?

Les employés du secteur médical ont conscience d'agir sur le "champ de bataille" de leur propre santé, mais aussi de celle des patients. La question éthique surgissant de la contradiction entre ce que les sciences peuvent ou pourraient offrir, et les misérables "conditions de mort" et de pénurie qu'offre le capitalisme (obligeant par exemple au tri entre les patients admis en soins et ceux qui sont condamnés à mort) font que la lutte de classe peut prendre une dimension éthique/morale. La question éthique (qui est une question de vie ou mort dans le secteur médical) peut être un facteur de prise de conscience non seulement parmi le personnel soignant mais plus amplement dans la classe ouvrière.

Une distinction nécessaire à opérer entre les différentes parties du capitalisme

Face au problème universel de la crise sanitaire, les différentes fractions de la classe ouvrière sont confrontées à différentes conditions ; de ce fait, l'impact de la pandémie est différent dans les différents pays :

- L'aspect principal est d'abord celui de l'hétérogénéité de la classe ouvrière ; sur le plan de son expérience et des différences de conditions d'exploitation auxquelles elle est soumise au niveau mondial (toutes les parties de la classe ouvrière ne sont pas touchées en même temps ni de la même manière en raison des différents systèmes de sécurité et de protection sociale) ;

- Les différences dans les conditions du confinement et du déconfinement ne sont pas identiques d'un pays à un autre.

Ces éléments vont tendre à affaiblir la possibilité d'une réponse générale de la classe ouvrière.

Les conséquences économiques seront encore catastrophiques pour longtemps

L'hétérogénéité des situations tant au niveau de la classe ouvrière qu'au niveau de la situation dans chaque pays, va avoir un impact sur la riposte de la classe ouvrière.

III. Les obstacles à la capacité de la classe ouvrière à développer sa riposte

A) Le danger de la décomposition du capitalisme.

L'irruption de la pandémie et l'étape qu'elle représente dans l'enfoncement de la décomposition renforcent l'apreté de la course de vitesse entre, d'une part, le développement de la lutte de classe et la capacité de celle-ci à dégager la perspective révolutionnaire du prolétariat et, d'autre part, cette nouvelle avancée de la décomposition qui sape toujours d'avantage les conditions historiques pour l'édification d'une société communiste. Cela souligne la responsabilité historique du prolétariat et l'urgence du développement de sa perspective révolutionnaire. "Nous reconnaissons tout-à-fait que plus le capitalisme met de temps à

En Europe, le chômage dure depuis longtemps mais l'État providence a servi de tampon et a prolongé la décomposition par une détérioration aiguë des conditions de la classe ouvrière.

En Chine, ce sera la première fois que la classe ouvrière sera confrontée au chômage de masse puisque suite à une poussée massive de croissance économique, il y a eu une pénurie de main-d'œuvre qui en a résulté. Le prolétariat en Chine a beaucoup moins d'expérience du chômage, bien que nous ayons assisté à des manifestations contre le coût élevé de la vie. Bien que le capital chinois semble avoir mieux fait face à la pandémie que ses principaux rivaux, il sera encore obligé d'exiger de plus en plus de sacrifices de la classe ouvrière face à une récession mondiale croissante.

Aux États-Unis, il n'y a pas d'État-providence ; l'explosion du chômage, les expulsions, les sans-abris, etc. sont un défi de taille. Le début de réaction de la classe ouvrière a été immédiatement confronté à l'explosion des contradictions sociales dues à la décomposition du capitalisme.

La situation en Amérique latine et ailleurs, est différente. Il n'y a pas encore eu de confrontation directe face aux effets de la crise économique.

sombrer dans la décomposition, plus il sape les bases d'une société plus humaine. Ceci est à nouveau illustré le plus clairement par la destruction de l'environnement, lequel atteint le point où il peut accélérer la tendance vers un complet effondrement de la société, une condition qui ne favorise aucunement l'auto-organisation et la confiance dans le futur requis pour mener une révolution ; et même si le prolétariat arrivait au pouvoir à une échelle mondiale, il devrait affronter un travail gigantesque, non seulement pour nettoyer le bazar légué par l'accumulation capitaliste, mais aussi pour renverser la spirale de destruction qu'il a déjà mise en route." (Rapport sur l'identité de classe, 23^e Congrès du CCI).

B) La paupérisation des autres classes ou couches sociales

La crise économique frappe durement non seulement le prolétariat mais aussi d'autres couches de la population, dont une grande partie va se paupériser de façon drastique. Cette perspective d'une paupérisation générale fait de l'interclassisme un piège dangereux pour les luttes ouvrières. Face à la dégradation de ses conditions de vie, le prolétariat va devoir nécessairement développer sa riposte, sa combativité. Ce développement de la lutte de classe va se heurter au danger de luttes interclassistes dans la période à venir. Les périls que représente la période historique actuelle ont donc été multipliés par l'aggravation de la décomposition et mettent ainsi en évidence les enjeux de la lutte des classes:

"Le combat pour l'autonomie de classe du prolétariat est crucial dans cette situation imposée par l'aggravation de la décomposition du capitalisme :

- *Contre les luttes interclassistes ;*
- *Contre les luttes parcellaires mises en avant par toutes sortes de catégories sociales donnant une fausse illusion de "communauté protectrice" ;*
- *Contre les mobilisations sur le terrain pourri du nationalisme, du pacifisme, de la réforme "écologique", etc."* (Résolution sur le rapport de force entre les classes du 23^{ème} congrès du CCI ; Revue internationale n° 164).

C) La situation de la classe ouvrière aux États-Unis : quel rôle dans la reprise de la lutte des classes ?

Les mouvements aux États-Unis autour de la question de la race et de la violence policière, qui se posent soit sur le terrain d'émeutes sans perspective, soit directement sur un terrain politique bourgeois illustrent les graves dangers que confronte la classe ouvrière aujourd'hui. C'est une perspective à laquelle l'organisation des

révolutionnaires doit s'attendre et qui va de plus en plus se concrétiser dans les pays centraux (ou dans des pays, comme le Liban, au bord du gouffre).

Le mouvement "Black Live Matters", a rapidement eu un écho et une extension internationale, dans les autres pays centraux, eux-mêmes fondamentalement affectés par les mêmes contradictions sociales accumulées depuis des décennies. L'État bourgeois est contraint de plus en plus de tenter de les contenir à l'aide du renforcement de son contrôle sur la société et de la répression. Ces mouvements en réponse au racisme ont été rapidement rejoints et encadrés par les organes de la gauche de la bourgeoisie, permettant à la classe dominante de polariser toute l'attention sur la question raciale et la revendication d'un système vraiment démocratique. La bourgeoisie a ainsi été capable de tirer avantage contre la lutte de classes alors que le système capitaliste, dans son ensemble, révèle sa faillite totale.

Aux États-Unis, les premières réactions aux meurtres de la police ont pris la forme d'émeutes. Normalement, ces réactions ont une durée de vie limitée, même si, comme leurs causes sous-jacentes demeurent, elles peuvent facilement reprendre. Mais en général, elles ont été remplacées par des manifestations plus pacifiques exigeant la fin des violences policières, et ces mobilisations seront prolongées par la campagne autour des prochaines élections présidentielles, qui aura également un effet négatif.

D) Une situation illustratrice des difficultés qui se profilent pour la classe ouvrière

- Il est encore difficile de discerner l'ampleur de l'impact négatif des émeutes contre les violences policières sur la classe ouvrière aux États-Unis, et dans le monde.

- Toute dynamique sociale (et donc politique) qui ne se situe pas sur un terrain de classe, aura un impact négatif.

- L'accélération de la décomposition du capitalisme constitue un obstacle de taille qui tend à devenir un élément décisif dans la vie sociale ; chaque tentative de la classe ouvrière de faire un pas en avant, se heurte à l'obstacle de cette décomposition qui la frappe aussi. C'est un élément auquel nous devons nous attendre dans la période à venir.

Ce rapport a été rédigé avant le Congrès de notre section en France en octobre. Depuis lors, la possibilité d'une seconde vague de la pandémie est devenue une réalité, en particulier dans les pays centraux du capitalisme. Cela ne fait que souligner un point soulevé au début du rapport, à savoir qu'avec la pandémie, nous entrons dans des eaux inconnues, et dans cette situation, il serait insensé de spéculer sur les perspectives, même à court terme, de la lutte des classes. Il est probable que la poursuite du confinement fera obstacle à la reprise des luttes ouvertes, et même si nous pouvons être plus sûrs de la nécessité pour la bourgeoisie de lancer des attaques massives contre les conditions de vie de la classe ouvrière, l'ampleur de ces attaques, surtout si l'on considère qu'elles se traduiront par des licenciements et des fermetures d'entreprises à grande échelle, pourrait, dans un premier temps, constituer un facteur supplémentaire d'inhibition et d'intimidation du prolétariat. Mais ce rapport a également montré que la capacité de la classe ouvrière à répondre à la crise du système n'a nullement disparu ; et cela implique que tôt ou tard nous verrons des réactions significatives à l'offensive du capital. En attendant, les révolutionnaires ont beaucoup de travail à faire pour fertiliser les fragiles pousses de la conscience déjà visibles chez les petites minorités à travers le monde et qui sont le produit d'un mouvement sous-jacent plus profond de prise de conscience que le système de production actuel est profondément et irréversiblement en faillite.

Juillet 2020

Enfoncement de la société dans la décomposition avec son lot de catastrophes dites naturelles, le réchauffement climatique, les pandémies, les guerres, la crise et la misère capitalistes, le fanatisme religieux,

Explosion à Beyrouth en août 2020

Un énième accident industriel dans la vie du capitalisme animé par la recherche permanente du profit et la réduction à minima des coûts et qui intervient dans un pays rongé par la décomposition, ravagé par cinquante ans de guerre au Moyen-Orient, de corruption généralisée des cliques politiques et confessionnelles



OU BIEN

Le développement de la lutte de classe mondiale pour le renversement du capitalisme

Scène de la révolution russe en octobre 1917



SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE



L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,00	17,50	18,60	24,80
ABONNEMENTS COUPLÉS					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,00	32,25	33,50	44,65
ABONNEMENTS DIFFUSEURS					
	France	Belgique			
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,00 (3 n°s) 73,00 (5 n°s)	0,65 par n° supplémentaire			
Revue Internationale	31,00 (2 n°s) 45,00 (3 n°s)	2,50 par n° supplémentaire			
ABONNEMENTS DE SOUTIEN					
	France	Belgique			
Internationalisme OU Revue Internationale		24,80			
Internationalisme ET Revue Internationale		50,00			
Paiement en France	Revue Internationale BP 30605 31006 Toulouse Cedex 6 France				
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE				

LISEZ NOS LIVRES

ET BROCHURES

Dans la série "Contributions à une histoire du mouvement révolutionnaire"

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

LA GAUCHE HOLLANDAISE

LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(€2,5 + frais d'envoi :
France €1,5 / Etranger €3).

La décadence du capitalisme

(€2,5 + €1,5 / €3)

Les syndicats contre

la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

Le trotskisme contre

la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

Organisation communiste et conscience de classe

(€4 + €1,5 / €3)

L'État dans la période

de transition (€3 + €1,5 / €3)

Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

La Gauche communiste d'Italie

(€8 + €3,5 / €5)

La Gauche hollandaise

(€12 + €3,5 / €5)

La Gauche communiste de France

(€6,5 + €1,5 / €3)

L'effondrement du stalinisme

(€3 + €1,5 / €3)

La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

Bilan de la lutte des infirmières Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(€3 + €1,5 / €3)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (€4,5 + €1,5 / €3)

Comment le PCF est passé au service du capital (€3 + €1,5 / €3)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (€3 + €1,5 / €3)

Les élections: un piège pour la classe ouvrière (€2 + €1,5 / €3)

Le communisme n'est pas un bel idéal (€3 + €1,5 / €3)

Octobre 1917 début de la révolution mondiale (€3,5 + €1,5 / €3)

N° 159 Deuxième semestre 2017

Présentation de la Revue

Catalogne, Espagne

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

Les États-Unis au cœur du chaos grandissant
du capitalisme en décomposition

Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917
en Russie

22ème congrès du CCI

Résolution sur la lutte de classe internationale

N° 161 Deuxième semestre 2018

Présentation de la Revue

Révolution en Allemagne :

Il y a 100 ans,
le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie

Rapport sur les tensions impérialistes
(Juin 2018)

Cinquante ans depuis Mai 1968
Les avancées et les reculs de la lutte de classe

Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin
de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?

Le communisme est à l'ordre du jour
Castoriadis, Munis et le problème
de la rupture avec le trotskisme (1e partie)

N° 163 Deuxième semestre 2019

Présentation de la Revue

*Face à la plongée dans la crise économique
mondiale et la misère*

Les "révoltes populaires" constituent une impasse

Invasion turque dans le nord de la Syrie

La barbarie et le cynisme de la classe dirigeante

*100 ans après la fondation de l'Internationale
Communiste*

Quelles leçons pour les combats du futur ? (2e partie)

Cinquantenaire de Mai 68

La difficile évolution du milieu politique
prolétarien depuis Mai 68 (1ère partie)

Nuevo Curso et la "Gauche communiste espagnole"

Quelles sont les origines de la Gauche communiste ?

*Contribution à une histoire du mouvement ouvrier
en Afrique du Sud*

De l'élection du président Nelson Mandela (1994)
à l'année 2019

N° 160 Premier semestre 2018

Présentation de la Revue

Moyen-Orient :

Le capitalisme est de plus en plus
une menace pour l'humanité

Cinquante ans depuis Mai 1968
L'enfoncement dans la crise économique

Rapport sur les tensions impérialistes
(Novembre 2017)

La bourgeoisie mondiale
contre la révolution d'Octobre 1917

Emma Goldman et la Révolution russe :
Réponse tardive à une anarchiste révolutionnaire

N° 162 Premier semestre 2019

Présentation de la Revue

*Centenaire de la fondation
de l'Internationale Communiste*

L'internationale de l'action révolutionnaire
de la classe ouvrière

100 ans après la fondation
de l'Internationale Communiste,
quelles leçons pour les combats du futur ?

Internationalisme n° 7 - Année 1946

La fraction de gauche

Méthode de formation du parti

Le communisme est à l'ordre du jour

Castoriadis, Munis et le problème de la rupture
avec le trotskisme (2e partie)

Sur le contenu de la révolution communiste

La bourgeoisie mondiale contre la révolution

23ème Congrès du CCI

Les responsabilités des révolutionnaires
dans la période actuelle

Les différentes facettes de la tâche comme Fraction

Résolution sur la situation internationale :

Conflits impérialistes, vie de la bourgeoisie,
crise économique

Rapport sur l'impact de la décomposition
sur la vie politique de la bourgeoisie

Rapport sur la décomposition aujourd'hui (Mai 2017)

Résolution sur le rapport de force entre les classes

Rapport sur la lutte de classe

Formation, perte et reconquête

de l'identité de classe prolétarienne

Rapport sur la question du cours historique

NOS POSITIONS

● Depuis la 1^{re} guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de "*socialistes*" ou "*communistes*", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "*ouvriers*", "*socialistes*", "*communistes*" (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de

l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni "*auto-gestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Pour écrire au C.C.I.

*Aux adresses suivantes
en fonction du pays*

Espagne, France, Brésil, Vénézuëla

Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Mexico, Pérou, Equateur

Apartado Postal 15-024,
C.P 02600,
Distrito Federal, Mexico, Mexique

Belgique, Hollande

PB 102, 2018 Antwerpen (Central Station) Belgique-België

Grande-Bretagne, Australie, États-Unis

BM Box 869,
LONDON WC1 N 3 XX
Grande-Bretagne

Inde, Philippines

POB 25, NIT, Faridabad, 121001,
Haryana, Inde

Italie

CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

Allemagne, Suisse, Suède,

Internationale Revue
Postfach 2124
CH-8021 Zurich, Suisse